

Le Courrier du Mémorial



Bulletin de liaison des Amis du Mémorial de l'Alsace-Moselle

N° 30 / Octobre 2017

sommaire

- 1 Éditorial
- 2-3 La page du Mémorial
- 4 À la recherche d'une mémoire européenne
- 5 Les Voix Étouffées
- 6-7 Une étude historique du camp de Schirmeck
- 8-9 Les rendez-vous de l'AMAM
- 10 Cheminot et résistant
- 11 Addi Bâ, « le terroriste noir »
- 12-13 Les graffitis soviétiques de Petit-Réderching
- 14-19 DOSSIER : Vichy et l'Alsace-Lorraine
- 20-21 Sur les traces du général Giraud
- 22 Il avait 15 ans
- 23 La semaine historique de Dambach-la-Ville
- 24-26 Un résistant alsacien unijambiste "ambassadeur des Malgré-Nous"
- 27 Les énigmes de Sonia
- 28 Les morceaux choisis de Denise Lallemand-Soltana
- I-IV Ateliers pédagogiques au Mémorial

L'édito d'Alain Ferry

EU-PHORIA : un aboutissement



Comment rendre compte de ce qui a été au-delà des circonstances et de ce qu'on a pu réaliser à telle ou telle période de sa vie ? C'est une évidence pour moi, quand je me retourne sur une vie désormais assez longue, l'aventure qu'a constitué le projet « EU-PHORIA » est une sorte d'aboutissement concret du fond de ma pensée politique et personnelle mais aussi de mes engagements.

C'est à l'occasion d'un petit-déjeuner pris, avenue de la Paix à Strasbourg, avec Joseph Daul et Philippe Richert qu'est né le projet « EU-PHORIA ». Notre idée de départ était de montrer qu'après 1945, la logique de paix avait pris le pas sur cette logique de guerre dont l'Alsace et la Moselle eurent plus que d'autres à pâtir, constituant ainsi la « divine surprise » de vivre en paix entre voisins.

Mais sans la volonté de réconciliation portée par ceux qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler les « Pères de l'Europe », cette « divine surprise » n'aurait pas eu lieu.

C'est cette construction européenne « des petits pas » que vous découvrirez désormais au Mémorial dans le nouvel espace « EU-PHORIA » où nous tentons de répondre à la difficile question : qu'est-ce que l'Europe ?

Je n'ai bien entendu pas la réponse à une telle question. J'ai seulement quelques convictions sur ce qu'elle n'est pas. L'Europe n'est pas un empire, ni une confédération de nations ou d'états. Je souhaite, comme beaucoup le savent, que l'Europe devienne une fédération de pays étrangers les uns aux autres.

Peut-être, est-il alors plus facile de dire qui est européen, ma réponse est sans hésitation aucune : « Est Européen toute personne qui réside en Europe ». ■

Alain Ferry
Député honoraire

Depuis le 1^{er} octobre, le tout nouveau Mémorial Alsace-Moselle est réouvert au public.

Après 10 années de fonctionnement, le Mémorial a fait peau neuve ! Des travaux de modernisation et d'extension ont été réalisés sous l'impulsion et avec le soutien de la Région Grand Est, du Parlement Européen et de l'Etat français.

La visite en images :

Redessiné par le cabinet d'architectes Fluor, le hall d'accueil est désormais plus chaleureux et fonctionnel. Deux salles pédagogiques ont également été créées.

La Galerie de portraits 1870- 1939



La nouvelle galerie de portraits.

Cette salle emblématique a été entièrement revue, rééclairée, réécrite, agrémentée d'une nouvelle iconographie. Une démarcation au sol permet au visiteur de visualiser les changements de nationalité subis par la population pendant la période.

Une projection de cartes dynamiques replace l'Alsace et la Moselle, dès la salle introductive, dans un ensemble européen, et prises dans les grands mouvements de l'histoire depuis le V^e siècle jusqu'à 1939.

L'évacuation



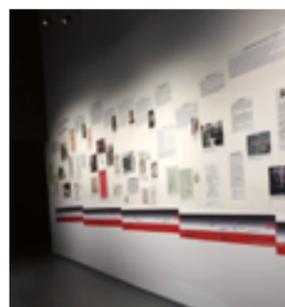
L'animation tactile dans l'espace évacuation.

Une nouvelle animation est proposée aux visiteurs : un écran tactile matérialise désormais les mouvements de population : il sélectionne la commune de départ et découvre la commune d'accueil.

La répression et les camps



La maquette du camp de Schirmeck dans l'espace de la répression.

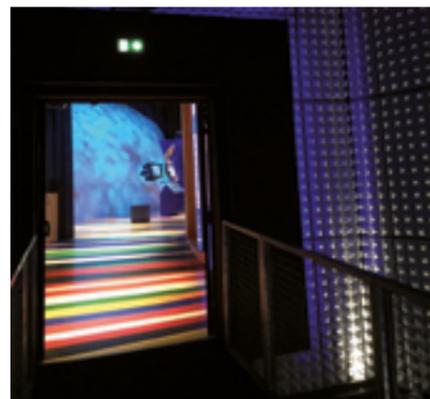


La frise chronologique du mur résistance a été enrichie.

Dans l'espace « Guerre totale », les pupitres ont été enrichis, le nouveau graphisme et l'éclairage sont désormais plus efficaces.

Après l'espace libération, le visiteur traverse un sas neutre, transition entre le chaos de la guerre et l'espace lumineux de l'après-guerre.

Le sas de transition



Le sas de transition qui débouche sur le nouvel espace.

Le nouvel espace Eu-Phoria, très coloré et vivant s'étend sur 450 m² de scénographie inédite, immersive et participative.

Le forum

Vaste espace de projection, il fait voyager le visiteur dans l'espace et le temps européen et l'interroge sur l'Europe de demain. Le public est immergé dans les origines du drapeau européen, puis survole les frontières intérieures et extérieures de l'Europe tout en étant questionné sur les contours qu'il souhaite donner à l'Europe demain. Il participera à une séance de vote du parlement européen de Strasbourg, observera la diversité des valeurs culturelles européennes et leur partage pour mieux définir les orientations qu'il souhaite faire prendre à l'Europe. Après une fresque sur les priorités environnementales, le visiteur sera plongé, pour conclure dans la devise européenne : « Unie dans la diversité ».

Le globe



Europe : le dessous des cartes.

Le globe permet d'appréhender l'Europe par des cartes dynamiques : les élargissements, la superposition des grands ensembles (Conseil de l'Europe, zone Euro, Schengen...), les mouvements de population, les programmes de cohésion européens...

Le nouvel espace Eu-Phoria



La chronologie : l'Europe, de 1945 à nos jours.

Le chemin de l'Europe, composé de 9 stations thématiques approfondit des événements majeurs de l'histoire européenne. Le visiteur tourne les pages d'un livre tactile et découvre une revue de presse sur la Communauté Européenne de Défense (CED) et son échec, il manipule un distributeur de billets et choisit l'un des discours des grands de ce monde sur l'Europe (Obama, le Pape...), il visionne, sur un pan du mur de Berlin, les images de la chute de ce mur puis de l'URSS, est confronté à la statue d'Erasmus, figure de l'humanisme et précurseur de l'idée européenne...



L'Europe unie dans la diversité.

Crédits photos : MEMORIAL ALSACE MOSELLE et Jean-Luc Stadler Région Grand Est

MAITRES D'ŒUVRE :

Architecture : Fluor Architecture
Scénographie : Agence Maskarade

À la recherche d'une mémoire européenne

Simple coïncidence ? Au moment où le mémorial Alsace-Moselle ouvre Eu-Phoria, espace de 400m² consacré au « chemin de l'Europe », les éditions Arènes publient *Europe, notre Histoire*. Un monument de 1 300 pages et 107 auteurs sous la double direction d'Etienne François, professeur émérite à l'Université Paris 1 et Thomas Serrier, professeur à l'Université Charles de Gaulle à Lille. L'ouvrage comprend quelques 150 textes qui s'articulent autour de trois grandes parties : Présences du passé, les Europe, Mémoires-monde. Parmi les auteurs Pierre Monnet, un des piliers du manuel d'histoire franco-allemand du début des années 2000, Valérie Rosoux, Olaf Rader, Jakob Vogel... et Akiyoshi Nishiyama, historien japonais, vice-doyen de la « Women's University of international studies » de Tokyo, qui chaque année vient avec ses étudiants au Mémorial Alsace-Moselle.

Dans l'Histoire N°439 de septembre 2017, les auteurs Etienne François, Thomas Serrier et Valérie Rosoux répondent aux questions de Lucas Chabalière et Philippe Joutard.

COURTS EXTRAITS :

La division si longue entre l'Est et l'Ouest a donc aussi scindé en deux blocs les mémoires européennes ?



É.F. : Si la Seconde Guerre mondiale a affecté des pays européens — et souvent de manière existentielle — ils n'en gardent pas la même mémoire : en simplifiant, à l'ouest, il y a la Shoah, et à l'est le Goulag. Mais il existe en Europe d'autres lignes de partage mémorielles bien plus anciennes, comme celle issue, il y a mille ans de la scission progressive entre l'Europe grecque (Constantinople) et l'Europe latine (Rome). Si l'Europe tout entière s'est inventée en se réclamant de Jérusalem, d'Athènes et de Rome, l'interprétation qui en est faite diffère selon qu'on se trouve dans l'un ou l'autre de ces ensembles. Perçu initialement comme la tragédie d'un christianisme incapable de préserver son unité, le schisme de 1054 s'est, au fil des siècles, essentialisé sur fond de méconnaissances réciproques, de soupçons et de préjugés.

Les Européens ont des mémoires à partager alors que leur nation reste à construire...

V.R. : Ce que montre ce livre — à travers une pluralité de visages — c'est que nous construisons l'Europe sur un « millefeuille mémoriel ».

T.S. : Oui, et ce que nous avons voulu faire ressortir ce sont les résonances entre différents espaces mémoriels : l'essai sur le(s) Europe(s) centrale(s) que nous avons commandé à Andrii Portnov, originaire d'Ukraine, insiste beaucoup sur le désir d'appartenance au « cœur de l'Europe », opposé au sentiment d'une relégation à la périphérie, sensible dans les années 1980 à Budapest, Prague et Bucarest, et aujourd'hui à Kiev et Lviv. L'article aurait aujourd'hui été écrit différemment par un Autrichien, un Hongrois, un Serbe... ou un Russe !

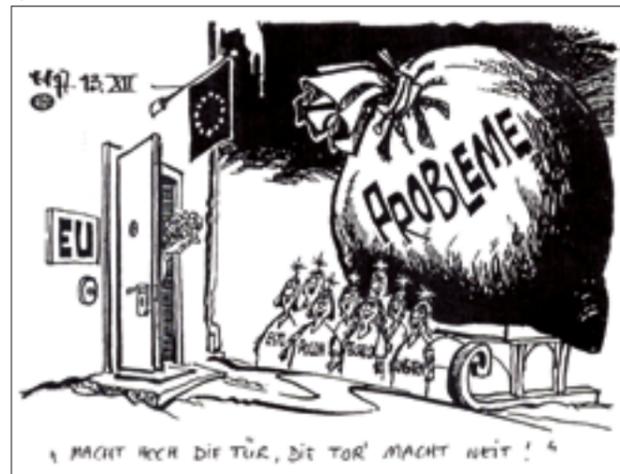
É.F. : C'est pourquoi nous avons conçu un projet européen : ses auteurs sont Allemands, Britanniques, Espagnols, Italiens, Suédois, Hongrois, Polonais, Serbes, Russes... Il n'y a qu'un tiers seulement de Français !

Avant 1989



«Une Europe impuissante» (caricature de l'Allemand de Fritz Behrendt, 1992). Les Nations Unies (UN), l'OTAN (NATO), l'UEO (WEU) et la Communauté européenne (EG).

Après 1989



«Ouvrez la porte, élargissez le portail» Caricature allemande de Horst Haitzinger, 1997, légendée par une citation extraite d'un célèbre chant allemand de Noël.

Les Voix Étouffées - Métissages d'exil

Pour donner un lustre exceptionnel à la réouverture du Mémorial, Amaury du Closel, directeur du Forum des Voix Étouffées, a choisi d'ouvrir sa 8^e édition à Schirmeck par un concert composé de musiciens français et exilés afghans spécifiquement orienté vers la reconnaissance de compositeurs reniés sous les totalitarismes et souvent exilés. Sa thématique 2017 s'intitulait « Mémoires d'exil ». Les « Voix Étouffées » ne se contentent plus de ne traiter que les musiques liées à la Shoah ; l'époque actuelle peut être aussi concernée : les guerres d'aujourd'hui obligent les musiciens à fuir leur pays, situation qui appelle à la solidarité et aux contacts. La musique a toujours constitué un enjeu politique ou religieux. Ses formes, ses contenus ou son existence même ont toujours été suspects et le restent encore aujourd'hui aux yeux des régimes totalitaires ou théocratiques. Tout comme

la politique ou la religion, la musique relie les hommes entre eux, et son impact collectif en fait d'elle un redoutable outil de manipulation, de résistance, d'espoir ou de paix.

C'est dans ces trois dernières catégories que se range le présent concert. Son programme associe des musiques bannies dans leur pays d'origine : Kurt Weill par le nazisme, la musique instrumentale afghane par le régime taliban pour lequel la simple possession d'un instrument de musique peut être punie de mort. En faisant se rencontrer des jeunes musiciens afghans et européens qu'a priori tout oppose (instrumentarium, écriture/oralité, systèmes harmoniques et rythmiques), il révèle au fond les enjeux concrets du multiculturalisme : comment faire pour que ces différences ne restent pas seulement des juxtapositions « exotiques », mais se transforment également en source d'enrichissement partagé.

► Ce concert a été présenté à l'Élysée en juillet 2017 à la demande du Président Macron, lors d'un discours sur les exilés et la politique migratoire.

AU PROGRAMME

• **KURT WEILL (1900-1950)**

Alabama Song September Song Mack The Knife Speak Low
How Deep Is The Ocean

• **CHANSONS D'AMOUR AFGHANES**

• **ENSEMBLE VOIX ÉTOUFFÉES ORIENT/ OCCIDENT**

Direction : Amaury du Closel

Abel Saint Bris, voix

Alexandre du Closel, piano/piano mécanique

Constantin du Closel, batterie Mujtaba Wardak, rubab

Ali Faizi, chant/dambora

Milad Saremi, daf

WWW.VOIXETOUFFÉES.ORG



Le concert du 1^{er} octobre dans la salle des portails du Mémorial.

Ce premier concert de la saison, apprécié par un public enthousiaste et marqué par la juxtaposition des songs de Kurt Weill et des chansons afghanes est significatif de l'esprit du festival 2017 et en donne le ton. D'autres ont suivi en Alsace : au Point d'Eau à Ostwald (8 octobre), à l'église Saint-Guillaume à Strasbourg (12 octobre), à l'église Saint-

Thomas (14 octobre), à l'église Sainte-Croix de Kaysersberg (15 octobre), à l'église Saint-Pierre le Jeune à Strasbourg (19 octobre) et au Struthof (24 octobre). Ces concerts en Alsace sont ensuite suivis d'une tournée à travers l'Europe.



Enfin ! Une étude historique pour faire sortir de l'oubli le camp de Schirmeck

Le « Vonau nouveau » est arrivé. Après *Le procès de Bordeaux* (2003), *L'épuration en Alsace* (2005), *Le Gauleiter Wagner* (2011)

et *Profession bourreau : Struthof, Schirmeck, les gardiens face à leurs juges* (2013) Jean-Laurent Vonau, docteur en droit et professeur émérite à la faculté de Strasbourg publie *Le Sicherungslager Vorbruck Schirmeck* (éditions du Signe 2017).

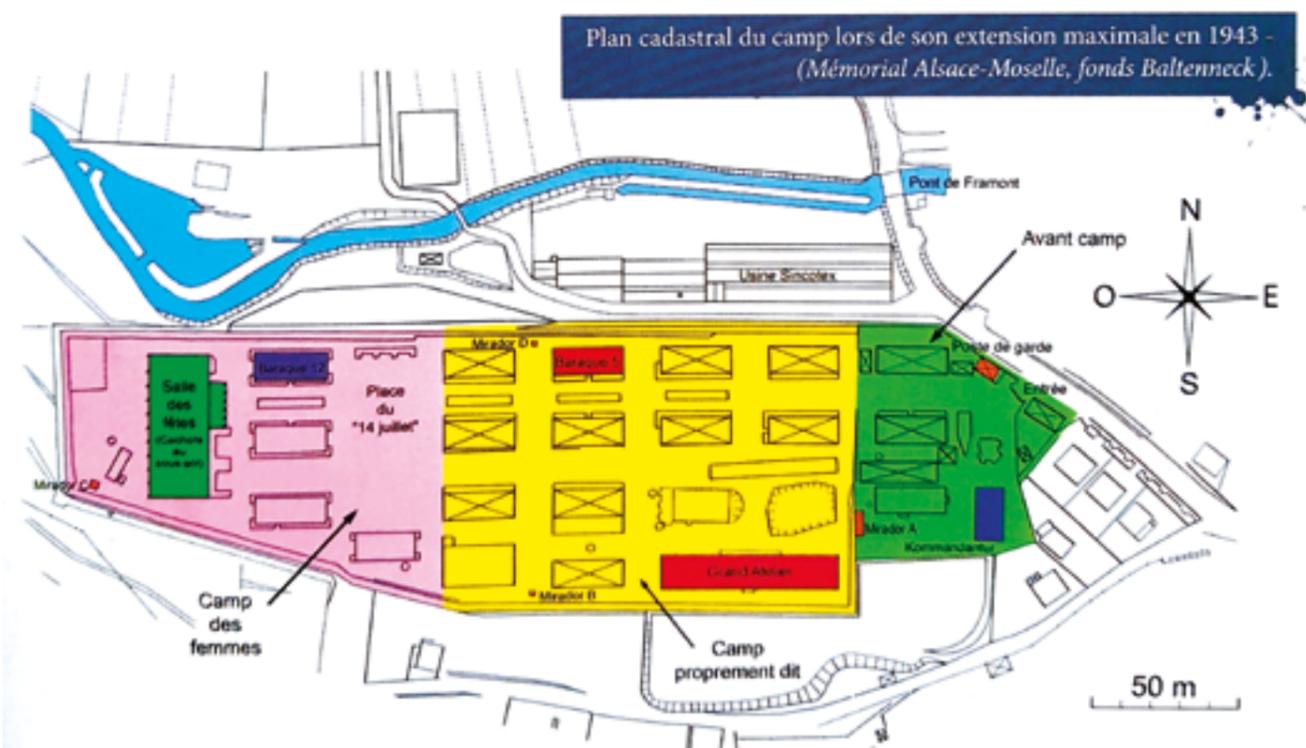
Pourquoi une telle étude soixante-dix ans après les faits ?

« À peine 70 ans après les faits dramatiques qui ont marqué ce lieu, il ne reste déjà plus rien ou pas grand-chose dans la mémoire collective alsacienne.

Il faut en convenir, tout ou presque a été entrepris pour gommer son existence. La disparition matérielle des bâtiments, la reconversion du terrain en lotissement, ont fortement contribué à provoquer la défaillance de notre mémoire. Seule une plaque très discrète sur l'ancienne maison de la *Kommandantur*, un des rares

vestiges conservés, rappelle au passant qu'en ce lieu s'élevait un camp nazi entre 1940 et 1944. Mais, même le curieux qui s'arrête et prend le temps de lire le texte, découvre plus une énigme historique qu'une information mémorielle. Pourquoi ? Pourquoi tant de refus, de rejet de ce qui forgea notre histoire durant l'annexion de fait de la Seconde Guerre mondiale ? Qu'est-ce qui rend la réalité des événements si difficile à admettre ? Le camp, comme bien d'autres lieux, avait durant la guerre, une bien mauvaise réputation. Il était alors connu de tous et son nom agissait comme un épouvantail sur la population, car non seulement on côtoyait quasi quotidiennement les kommandos extérieurs mais encore, on entendait les récits des internés relâchés dans leur foyer... Leur aspect physique propageait la réputation du camp. Amaigris, parfois encore tuméfiés, le crâne rasé, le regard vide, les revenants portaient les stigmates de l'horreur... Reconnaissables entre tous, on les appelait en alsacien : *Schirmeckler*.

Rien que d'évoquer le nom de Schirmeck ou de *Vorbruck* provoquait chez bien des gens des frissons, de la sueur froide et du dégoût (extrait page 7).



La triple mission du camp



Buck au volant de sa Traction Citroën avec laquelle il pourchassait les internés (Mémorial Alsace-Moselle, fonds Stoll).

On assigna au camp trois missions : il devait servir de lieu de rassemblement et de transit pour les expulsés en « vieille France » ou pour les personnes à déporter dans un camp de concentration, pour les Alsaciens et plus tard les Mosellans, il devait servir de camp de redressement, de rééducation ; enfin on en fit au fil du temps un camp de punition, d'accomplissement de peine, pour des « fautes politiques » ou de « droit commun » à l'encontre de certaines catégories de population.

À la tête du camp le cynique et sadique commandant Buck qui s'était déjà fait la main depuis 1933 dans divers camps allemands.

À Schirmeck le lieu était discret, suffisamment reculé pour qu'on puisse y pratiquer des méthodes d'interrogation jugées gênantes en ville. Après la guerre le tortionnaire Buck fut condamné trois fois à la peine de mort : successivement par le tribunal britannique de Wuppertal, par le tribunal militaire français de Rastatt et enfin par le tribunal militaire de Metz... Mais fut libéré de prison dès 1955 et mourut de sa belle mort en 1977 chez lui à Rudelsberg près de Stuttgart.

Le sommet du sadisme : le martyre d'Anna Schmitt

Une jeune Strasbourgeoise, du nom d'Anna Schmitt fut internée le 16 avril 1942 et dix jours plus tard elle fut mise au bunker. Etant enceinte, elle ne pouvait plus se tenir droite à cause des douleurs. Elle fut battue par Charlotte Edelbluth, la sœur de la « hyène » Lehmann et par le Wachtmeister Muth. On lui arracha les ongles. Trois jours après, elle perdit son enfant de quatre mois, une fillette qu'elle dut jeter elle-même dans la fosse d'aisance et se remettre immédiatement au travail comme si rien ne s'était passé... Elle devint le souffre-douleur des gardiens et des surveillantes. « Je pouvais me tourner comme je voulais » mentionna-t-elle lors de son audition, « ce n'était jamais bien ce que je faisais... et les coups pleuvaient... »

Le Wachmeister Weber dit « Giggle » lui donna un jour un coup de crosse dans le dos de telle sorte qu'elle ne put bouger sans douleur pendant quatre semaines. « Je devins l'otage de la Lehmann et de sa sœur, affirma-t-elle, pour un oui ou un non, elles m'envoyaient auprès du Kommandant Buck qui me traita de tous les noms... Comme je refusais toujours de reconnaître personnellement la qualité de « Volksdeutsche », expliqua-t-elle, « et que je répondais systématiquement que j'étais

française, je fus soumise à la bastonnade. Je reçus 50 coups de Schlagg sur le dos dénudé » expliqua-t-elle dans sa déposition du 17 janvier 1946. « Je fus traitée de façon inhumaine par la Lehmann. Elle me frappa 138 fois au visage, je devais compter en allemand, avec exactitude les coups. À quatre reprises on me coupa les cheveux et on me rasa le crâne parce que j'étais française et tenais à le rester » confia-t-elle aux gendarmes lors de sa déposition. Buck ne pouvait absolument pas la voir « d'où les nombreux coups reçus tous les deux jours » fit-elle observer. Le 28 octobre 1944 elle fut convoquée au bureau de la Lehmann, la gardienne en chef. Elle y fut rouée de coups, administrés par les gardiennes Emmy Lienhard épouse Liebenow, Gerda Kuhn ainsi que les deux Wachmeister, avec une telle brutalité qu'elle perdit connaissance et connut même une défaillance cardiaque. Pendant quatorze jours elle resta paralysée et fut considérée comme agonisante. Passé ce délai, on la crut morte et on la transporta au Struthof d'où par miracle on la ramena au camp de Vorbruck-Schirmeck toujours vivante. On peut dire qu'elle a été une miraculée (page 101 à 103).



La chef des gardiennes Marie-Louise Lehmann née Edelbluth dite « la hyène ». Illustration tirée de l'ouvrage collectif *Sicherungslager Rotenfels...*

Les rendez-vous de l'AMAM

Les Alsaciens résistants en Périgord

Deux cafés d'histoire furent consacrés cette saison à la résistance des Alsaciens évacués en Périgord.

► Café d'histoire du 21 mars



Le 21 mars, Jean-Jacques Gillot, docteur en histoire contemporaine, vint spécialement de Périgueux présenter son livre-dictionnaire *Résistants du Périgord* (édition Sud-Ouest, 2011) les Alsaciens y occupent une place de choix comme le démontre avec enthousiasme notre conférencier.

INTERVIEW :

À l'automne 1940, beaucoup des 80 000 strasbourgeois évacués en Périgord repartirent à la recherche de leurs biens sans trop se douter du piège allemand.

D'autres restèrent, comme Léon Hassenforder, un ami de ma famille qui devint un éminent restaurateur de Périgueux. Certains eurent des destins parfois funestes s'ils étaient juifs et ce fut le cas dès l'été 1942, avant même l'invasion allemande des neuf dixièmes du Périgord restés en zone non occupée jusqu'alors.

Des jeunes, par patriotisme ou par refus du STO (le Service du Travail Obligatoire) passèrent en clandestinité et allèrent jusqu'à la Résistance en armes. Les plus connus et les plus nombreux sont ceux qui appartinrent à la brigade Alsace-Lorraine dite d'André Malraux, mais en fait montée et encadrée par le Mosellan Antoine Diener, dit Ancel.

En tout cas, la proportion des Alsaciens-Lorrains fut notablement supérieure à celles des autochtones et autres réfugiés ou « évacués ».

La question du dialecte fut réelle, mais les jeunes Alsaciens nés après 1918 étaient des francophones. Certes, il fut question des « ya-ya » et il y eut des méprises. Mais mon autre vieil ami Marcel Fournier, occitaniste engagé, eut le temps avant sa captivité de PG (prisonnier de guerre) d'intervenir dans la presse pour faire comprendre que les différences culturelles ne devaient pas entraver les réalités. Éternel problème, sous toutes les latitudes et à travers les siècles, de la méfiance envers les autres !

Après quelques mois, on se comprit mieux et on commença à trouver des mariages mixtes. Je connais beaucoup de cas de la sorte, tel Charles Hahn devenu l'époux de la fille des Meudec, eux-mêmes immigrés bretons. Ou bien celui de Marthe Schneider arrivée à la Douze (commune à une vingtaine de kilomètres de Périgueux) qui attendit son amoureux Henri Bonnet jusqu'à son retour de PG. On ne peut donc pas parler d'opposition des uns contre les autres, même si des imbéciles existèrent !

Pour revenir à la Résistance, mon ami Richard Seiler a rédigé une excellente biographie de Charles Mangold, dirigeant de l'AS Dordogne-centre. Il fut torturé par la Sipo-SD avant d'être fusillé le 12 août 1944.

Le cas de Charles Altorffer illustre une situation douloureuse qu'il ne faut pas reléguer par facilité : directeur du service des évacués à la préfecture de Périgueux, il choisit d'opérer des choix devant les exigences allemandes pour sauver des juifs français et fut reconnu « juste devant les nations ».

Je pourrais aussi parler de Victor Nessmann, médecin, protestant, ancien assistant d'Albert Schweitzer en Afrique noire. Avec notamment l'autre Alsacien Bruder, il créa un réseau du mouvement Combat. Arrêté par la police allemande le 21 décembre 1943, il mourut sous la torture à Limoges.

Ou bien encore Edouard Kauffmann, lieutenant 14-18, qui faillit s'engager dans la LVF par nationalisme mais devint un valeureux Résistant du réseau Alliance. Déporté et torturé, il fut exécuté à Freiburg-am-Brigau le 19 décembre 1943.

Quant à René Fontaine, il fut un chirurgien Résistant au sanatorium de Clairvivre. Il eut sous ses ordres les jeunes médecins Roland Ehrhart, Claude Schreiber. Avec leur jeune collègue périgourdin Bernard Labrue, les trois furent cependant tués par le maquis FTP de l'ancien membre des Brigades internationales Angelo Rico « sur une dénonciation calomnieuse ».

Je ne saurais oublier Lucien Schiffmann, chef d'une antenne médicale de l'AS, arrêté par les Allemands. Il fut parmi les derniers fusillés à Périgueux en août 1944.

► Café d'histoire du 21 mai



Le 21 mai Richard Seiler, historien, ancien journaliste à la radio et à la télévision, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale, revint sur les Alsaciens résistants, en Périgord, en présentant le cas de Charles Mangold dont il vient de publier la biographie : *Charles Mangold, chef de l'armée secrète en Périgord*, éd. l'Harmattan, 2017. L'écrivain rend un hommage appuyé à l'un des plus grands résistants alsaciens.

Dès la terrible défaite de l'armée française en juin 1940, Charles Mangold, fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, militant politique engagé, quitte l'Alsace pour rallier Périgueux.

Son passé de patriote alsacien, ses blessures reçues aux combats de la Première Guerre mondiale sous les plis du drapeau français, tant aux Dardanelles qu'à Verdun, sa parfaite connaissance de l'impérialisme germanique,

son acheminement entre les deux guerres au sein de la SFIO avec ceux qui alertaient déjà sur le danger national-socialiste, font de Charles Mangold un homme sans illusion sur la politique étrangère de l'Allemagne.

En octobre 1942, en lien avec l'implantation en Dordogne du mouvement Combat, il intègre la Résistance et va rapidement tenir un rôle de premier plan au sein de l'Armée Secrète. Il en sera successivement le chef à Périgueux de janvier à juillet 1943, puis de la très large zone de Dordogne-Centre jusqu'en août 1944. Créateur du corps franc Roland qui se distinguera lors des combats de la libération de Périgueux, il est finalement arrêté le 7 août et sera fusillé le 12 août suivant, au cours du « dernier quart d'heure », soit douze jours avant le départ définitif des nazis de la ville.

En reconnaissance de l'action héroïque menée par Charles Mangold au nom du combat pour la liberté, les valeurs incarnées par la République, l'Alsace, son pays natal, à travers ses hauts faits de guerre au sein de l'Armée Secrète en Dordogne, le conseil municipal de Strasbourg a déclaré en 2011 la tombe de Charles Mangold, « tombe d'honneur de la Ville de Strasbourg ».

De l'Histoire au roman



Connu pour ses études historiques Richard Seiler vient de changer son fusil d'épaule en essayant le roman... mais le roman historique bien sûr ! *Dans l'immensité de l'ombre - Le résistant du Languedoc* (L'Harmattan, romans historiques, Série XX^e siècle, 2017). D'emblée un succès.

Mai 1940. Face à l'armée nazie qui vient d'envahir la France, un jeune homme, Eric Cordier, brillant étudiant né de parents musiciens, n'hésite pas un seul instant : la lutte contre l'occupant sera désormais son destin. Et il tiendra parole, trouvant parmi ses compagnons de l'ombre une jeune étudiante américaine pour mener avec elle un premier combat : le sauvetage depuis

Marseille des intellectuels et artistes, juifs pour la plupart, fuyant la monstruosité du Troisième Reich en direction du Nouveau Monde.

Il fera ensuite partie d'un réseau de sabotage britannique des installations ferroviaires de l'armée d'occupation allemande dans la région marseillaise et se mettra enfin, avec une jeune protestante des Cévennes, au service de la Résistance en Languedoc, en s'occupant tout particulièrement de l'aide aux réfugiés juifs.

Ce roman historique, qui est aussi un roman d'amour, s'appuie sur des faits réels.

À lire... Par Joël Forthoffer
GEORGES WODLI, CHEMINOT ET RÉSISTANT

Parfois la vie d'un homme, lorsqu'elle s'achève, ne tient qu'en quelques souvenirs, en quelques photos, conservées au sein de la cellule familiale. Ce « peu de chose » ne signifie pas que l'individu était sans qualité, ou qu'il manquait d'empathie avec le monde qui l'entourait. C'est simplement qu'il vécut la vie ordinaire à laquelle aspire la plupart d'entre nous.

Elle ne fut pas celle de Georges Wodli, cheminot et résistant. Né en 1900, un 15 juillet à Scweighouse-sur-Moder, dans le Bas-Rhin, en Alsace allemande, il mourut sous les coups des nazis, à Strasbourg, en 1943.

Une vie brève, donc, mais hors de l'ordinaire. Joël Forthoffer, dans un livret d'une soixantaine de pages retrace son parcours. L'ouvrage s'intègre dans la collection « Portraits célèbres d'Alsace » de la maison d'édition Vent d'Est.

Le départ de cette existence fut semblable à bien d'autres : ici l'apprentissage aux ateliers ferroviaires de Bischheim, en 1914 !

Déjà la guerre se profile. Le jeune homme est incorporé dans la marine allemande... Il se rebelle... qu'importe ! Retour en France : service militaire à Toulon. En 1930, son engagement syndical prend une autre dimension, il est élu Secrétaire général (CGT) dans sa région. Il rejoint le parti communiste. Le temps d'avoir un fils et, de nouveau, la mobilisation. Obligé de quitter sa région.

Ceux que l'histoire en général, et celle du monde ferroviaire en Alsace en particulier, intéressent, pourront lire, ou relire les précédents ouvrages de Joël Forthoffer, et notamment celui intitulé *Les ateliers ferroviaires de Bischheim 1939-1948*. L'auteur y évoque le transfert de ces installations au début de la Seconde Guerre (note de lecture dans le *Dévorant* n°252).

C'est à cette période que la vie de Georges Wodli bascule dans l'histoire. La Résistance ! La résistance en

tant qu'élément déterminant puisqu'il met en place des points de passage en Moselle, il structure le groupe Mario, il rassemble. « Pour être fort, face à l'ennemi nazi, il faut être uni... ».

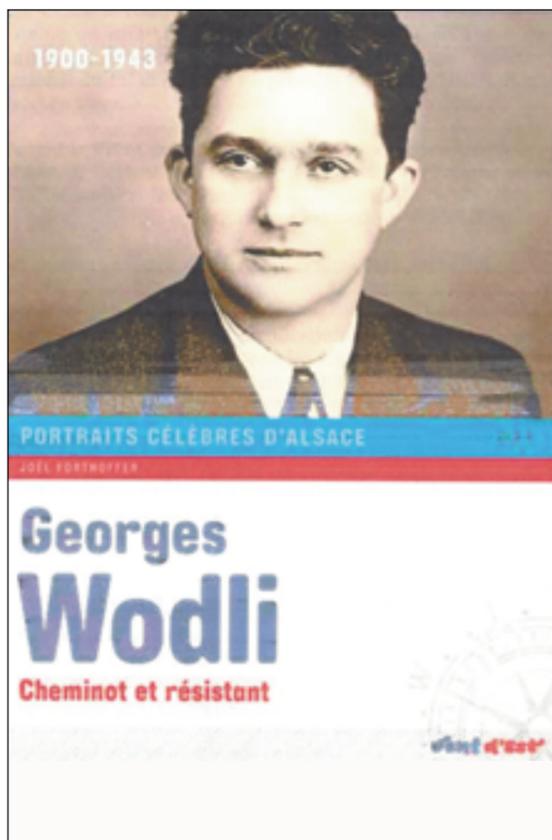
C'est à Gretz-Armainvilliers, où après un long et périlleux périple il est revenu, que Georges Wodli est arrêté, par la police française de Vichy ! Du siège de la Gestapo, rue Sellenick, à Strasbourg, épuisé par la torture, il écrit à son épouse ; il adresse un dernier billet à son fils, Georges, âgée de six ans.

Au fil des pages de son ouvrage, l'auteur commente le parcours de cet homme à qui la postérité a rendu hommage en apposant des plaques, en baptisant des lieux de son nom.

L'iconographie est abondante, elle illustre, depuis le village de naissance jusqu'à l'immeuble dans lequel il mourut, en passant par les sites ferroviaires où il œuvra, les grandes étapes de ce chemin de vie. En fin d'ouvrage, la photo d'une émouvante tablée de convives aux sourires à jamais figés ouvre l'album des destructions et des représailles.

C'est à coup sûr un bel hommage à ce cheminot résistant que nous propose le chroniqueur de la rubrique « Défense du chemin de fer » de notre revue. ■

Philippe Deni



Georges Wodli, cheminot et résistant, de Joël Forthoffer, Éditions Vent d'Est (collection Portraits célèbres d'Alsace, n°21), 64 pages, 10€, ISBN : 978-10-90826-34-2.

À voir... **Addi Bâ :**
« LE TERRORISTE NOIR »

Sorti en juin 2017, le film de Gabriel Le Bomin, *Les patriotes*, sort de l'oubli une figure inconnue à la plupart d'entre-nous : le Guinéen Addi Bâ (de son vrai nom Mamadou Hady Bah) qui créa le premier maquis des Vosges. Engagé volontaire en 1939 parmi les tirailleurs sénégalais ce vaillant petit soldat fut fait prisonnier en 1940. Il fait alors partie de ces « sous-hommes noirs » utilisés par la propagande nazie. Dès l'ouverture du film le spectateur entre dans le vif du sujet en assistant à un massacre, une « bouche-rie sans nom ». Des prisonniers sénégalais, parmi lesquels Addi Bâ, sont sommés par des soldats allemands de rejouer la guerre devant les caméras pour les besoins de la propagande nazie. On leur distribue à cet effet des fusils chargés à blanc sans leur préciser qu'en face les Allemands tirent à balles réelles. On imagine le carnage... Auquel pourtant notre héros réussit à se soustraire en s'enfuyant dans la forêt où, après bien des péripéties, il fut recueilli par quelques résistants de la première heure qui lui font intégrer les groupuscules de résistance en formation. Pendant près de deux ans, malgré les délations et le racisme ambiant, il ne désarme jamais et peu à peu s'impose à la tête du « maquis de la délivrance » implanté aux abords d'Épinal. Il devient alors l'homme à abattre pour les Allemands, le « Schwarze Terrorist ».

Enfin arrêté sur délation, il sera torturé mais ne parlera pas... et se retrouve devant le peloton d'exécution, sur le plateau de la Vierge à Épinal, le 18 décembre 1943, en compagnie d'un autre maquisard, le ferblantier Marcel Arburger. Ce dernier sera décoré de la médaille de la résistance en 1947... et Addi Bâ en 2003 !



Selon Le Monde (14 juin 2017), le film de Le Bomin a le double mérite de mettre en lumière : « d'une part la participation de 40 000 soldats venus des colonies africaines dans les rangs de l'armée française. D'autre part les crimes de guerre dont s'est rendue coupable à leur encontre la Wehrmacht qui les massacrait en raison de leur couleur de peau », on n'est pas sans penser au dernier livre de Johann Chapoutot (il a récemment animé un de nos cafés d'histoire), et Jean Vigreux *Des soldats noirs face au Reich* (PUF 2015) qui nous démontre à quel point « la vision nationale socialiste » du monde englobait dans une même haine délirante la République française, les Noirs et les Juifs supposés œuvrer ensemble à la dissolution libidineuse de la race européenne. ■

Une tombe au cimetière du Ladhof

C'est près de Colmar, au cimetière du Ladhof, que repose Addi Bâ fusillé à 26 ans ; à sa droite Mohammed Serghout tirailleur algérien mort pour la France le 18 mai 1940, à sa gauche Mohammed Benziane mort pour la France trois jours plus tard et tout autour d'autres tombes de soldats africains morts pour la France...

Comment la dépouille de ce martyr fondateur d'un maquis vosgien est-elle arrivée à la nécropole du Ladhof ? On l'ignore. Peut-être tout simplement par ce qu'il n'existait pas de carré musulman dans les petits cimetières vosgiens avance l'historien colmarien Gueth.



La tombe d'Abbi Bâ, parmi celles des tirailleurs africains dans la nécropole du Ladhof à Colmar (Photo DNHA - PH. M.).

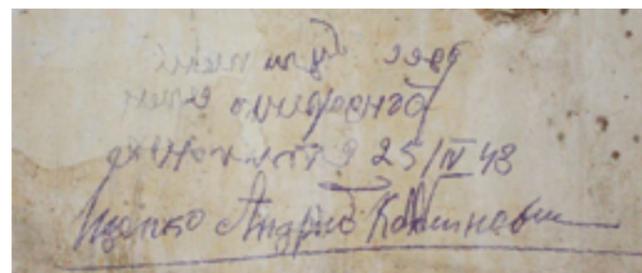
La Seconde Guerre enfin dans le champ de l'archéologie ?

L'exemple des graffitis soviétiques de Petit-Réderching (Moselle)

Les vestiges de la Seconde Guerre mondiale gravitent encore en marge des champs d'investigation de l'archéologie moderne¹. Certainement plus pour longtemps : la mémoire de faits historiques même récents, s'estompe en effet très vite sans une approche archéologique conservatoire, menée sur le terrain.

La résurrection des graffitis soviétiques de l'abri Maginot de Petit-Réderching en Moselle, tracés par plusieurs groupes de prisonniers de guerre soviétiques détenus là en 1942 et 1943, en est une parfaite illustration.

Passés inaperçus, inconnus des habitants de la région et frappés de vandalisme gratuit pendant plus d'un demi-siècle, bref, oubliés dans les profondeurs ténébreuses d'un abri ouvert à tous vents, ces témoignages archéologiques rarissimes semblaient voués à une disparition inexorable, si la Section du Pays de Bitche de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Lorraine (SHAL) n'en avait saisi l'intérêt exceptionnel, en 2009, et n'avait entrepris de les sauvegarder.



Quatre lignes griffonnées sur le mur d'une chambrée : « Ici étaient prisonniers Bendarenko Bogdan, Simeon Stipanenko 25 IV 43, Chepko Andrei Konstantin ». Curieusement, les trois premières ont été écrites... à l'envers.

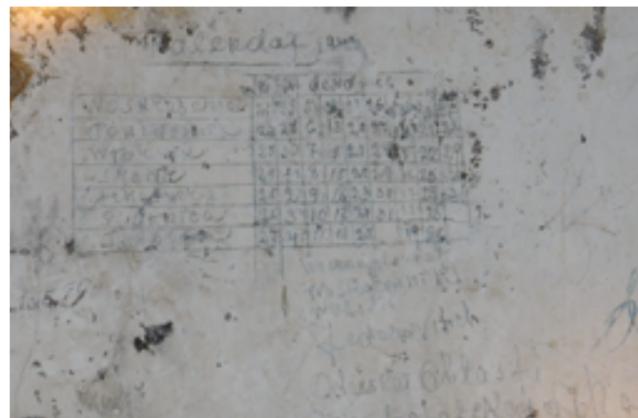
Récit poignant d'une arrivée en train et d'une détention marquée par la faim et l'incertitude du lendemain, calendriers monumentaux en cyrillique égrenant des journées interminables, dessins, autographes, mots d'adieu d'un évadé repris, numéro matricule, vers de poésie, fresque polychrome : chacun de ces graffitis raconte une histoire inédite, insoupçonnée, émouvante. Ainsi, qui aurait jamais pu concevoir que la ration alimentaire quotidienne pour trois prisonniers soumis à des travaux de force épui-

sants², se réduisait à un kilo de pain, 750 grammes de brouet clair au déjeuner et 1500 au dîner ?



Calendrier en cyrillique des mois de mars à août 1943. Le texte à droite, écrit dans un style maladroit, relate l'arrivée en train de 107 prisonniers le 4 mars, et déplore l'insuffisance de nourriture. La dernière ligne est particulièrement éloquente : « Celui qui était ici n'oubliera pas ».

Il ressort de ces inscriptions pariétales que le mal du pays, l'incommensurable éternité du temps carcéral qui n'en finit pas de s'écouler, l'absence de perspective, la peur de l'oubli et celle de la mort, ont été au cœur des préoccupations des prisonniers. Car quelle pensée pourrait pousser un homme à griffonner son nom sur un mur, si ce n'est la crainte de disparaître sans laisser de traces ?



Calendrier en caractères latins (du 21 novembre au 31 décembre 1942), sous lequel un détenu a précisément décliné son identité : « Prisonnier militaire Woskoboinik Vassiliy Fedorovitch, région d'Odessa, district d'Ovidiopolsk, village de Roksolany. » Sous le calendrier à gauche, numéro matricule 10579 gravé dans la peinture.

¹ Malgré la fouille du lieu de crash d'un Lancaster à Fléville-Devant-Nancy en...1997, et la publication en 2011 d'un ouvrage de référence qui développe largement le sujet : Vestiges de guerres en Lorraine (Éditions Serpenoise), sous la direction de Stéphanie Jacquemot et Jean-Pierre Legendre (DRAC, Service Régional de l'Archéologie).

² Notamment la récupération sur la Ligne Maginot de rails antichars, et de câbles téléphoniques et électriques enterrés.

³ S. Schmit, Le destin funeste des prisonniers de guerre soviétiques au Pays de Bitche

La SHAL de Bitche a minutieusement localisé, répertorié, photographié, mesuré et surtout traduit et publié ces graffitis dans son Bulletin n°11 de 2010³, pour qu'enfin les gens sachent et n'oublient pas. Et de même que certains sites archéologiques sont scellés ou remblayés en vue de leur préservation, l'unique entrée de l'abri encore accessible a été fermée par un merlon de terre, afin d'éviter des intrusions destructrices⁴. Les investigations archéologiques ont dans la foulée été étendues aux abris voisins du secteur de Bitche, et ont permis de découvrir d'autres graffitis et indices du passage de prisonniers de l'Armée Rouge⁵.



Fresque polychrome de Nikolai Kalaschnikov, signée de 1943, et représentant un coucher ou lever de soleil, peut-être sur les rivages rocheux de la Mer Noire dans la région d'Odessa. Cette œuvre clandestine était dissimulée derrière un panneau fixé à deux crochets visibles au-dessus des nuages.

En novembre 2015 enfin, le Consul Général de Russie à Strasbourg, Monsieur Valéry Levitsky, a visité avec émotion l'abri de Petit-Réderching exceptionnellement rouvert, avant de participer aux commémorations du 11 novembre. Une manière de reconnaître officiellement le bien-fondé et l'intérêt de la démarche archéologique menée par la SHAL.

Ces vers visionnaires dans le contexte car ils augurent de l'effondrement du nazisme, sont clandestins de surcroît, comme la fresque de Nikolai Kalaschnikov : ils ont en effet été écrits sur une paroi masquée par une porte coulissante maintenue ouverte.

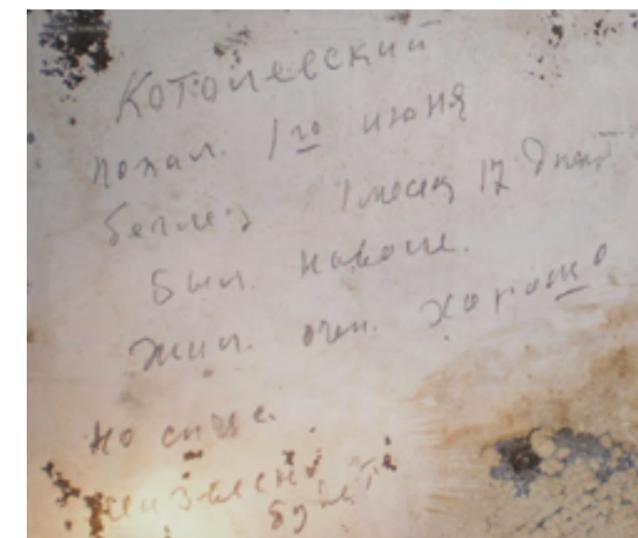
⁴ Fermeture réalisée par la municipalité de Petit-Réderching, propriétaire du terrain, à la demande de la SHAL. Sur les trois coffres d'entrée d'origine - configuration unique sur la Ligne Maginot-, deux avaient déjà disparu sous des gravats.

⁵ Abris de Rohrbach, de Reyersviller, du Kindelberg. Les détenus dépendaient vraisemblablement des *Bauarbeit-Bataillon* n°136 et 139 de Bitche-Camp, qui exploitaient environ 1 000 soviétiques.



Deux vers célèbres d'Alexandre Pouchkine⁶, encadrés par des autographes (Kolesnichenko⁷ Nikolai, Viktor Tchoursine, Viktor Jakovlevitch) et par le dessin d'un cheval : « Et sur les ruines de la tyrannie, Une main tracera nos noms. »

Cette main salvatrice dont il est question, n'est-elle pas finalement, dans le cas présent, celle-là même de l'archéologue — même amateur —, qui ressuscite par son travail minutieux, la mémoire défunte des objets et des êtres, y compris ceux de la Seconde Guerre ?



Certainement les dernières lignes⁸ d'un évadé repris, tracées sur le mur suintant d'un local exigü ayant servi de geôle : « Kotolevskii s'est retrouvé ici le premier juin. Fuyard un mois 17 jours. J'étais libre. J'ai très bien vécu. On ne sait pas ce qu'il adviendra. »

Les graffitis de Petit-Réderching apportent en tout cas la démonstration, s'il en était besoin, que les vestiges de la Seconde Guerre méritent une approche archéologique, sans laquelle de précieuses données inconnues des historiens, risquent d'être irrémédiablement perdues. ■

Sébastien Schmit

⁶ Deux derniers vers d'un poème intitulé « À Tchaadaev ».

⁷ Ce nom est hors du champ de la photo.

⁸ Un rapport de gendarmerie de 1946 conservé aux archives départementales de la Moselle, fait état de la mort de deux prisonniers russes à Petit-Réderching, sans plus de précisions. Un chiffre assurément bien en deçà de la réalité.

Vichy et l'Alsace-Lorraine

Dans la mémoire collective et face à l'Histoire, la face noire du régime de Vichy du maréchal Philippe Pétain, ce sont les lois antijuives et les rafles de l'été 1942, organisées par la police et la gendarmerie françaises, la collaboration servile avec l'occupant, les exactions de la milice, le Service du Travail Obligatoire, la Légion des Volontaires Français et la division SS française « Charlemagne ».



Image illustrant l'appel du maréchal Pétain du 11 juillet 1940.

Des enfants issus d'un mariage désuni

Face au drame de l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine mosellane, Vichy a tenu une position, qui pourrait sembler ambiguë, mais qui tiendrait à la personnalité de ses dirigeants, plutôt que d'une ligne politique claire.

Le vice-président du Conseil, l'amiral François Darlan considérait l'annexion des trois départements de l'est comme une monnaie d'échange avec les territoires des Flandres belges.

Son successeur Pierre Laval, chef de gouvernement, un temps évincé par Pétain, puis imposé par les Allemands, est de retour au pouvoir, le 18 avril 1942. Il est décidé à pousser au rapprochement avec l'Allemagne, et ne veut surtout pas évoquer les sujets épineux, comme celui du statut de l'Alsace et de la Lorraine, d'autant plus qu'il est insensible au caractère tragiquement humain de l'annexion et de la nazification qu'elle a engendrée.

Il n'est besoin que de se reporter à sa déclaration du 24 mai 1941, au correspondant pour la France de l'agence américaine United Press, pour noter l'estime qu'il porte aux Alsaciens et aux Lorrains : « enfants mineurs issus d'un mariage désuni, qui vivent tantôt avec le père, tantôt avec la mère, qui les revendiquent toujours, l'un et l'autre, par la violence ».

Cette déclaration va provoquer une lettre acerbe de maître Paul-Jacques Kalb — futur Jacques d'Alsace — au nom de la Fédération des Engagés volontaires alsaciens et lorrains, qu'il préside :

« On croit véritablement rêver en lisant pareille déclaration et on est à se demander où commence et où s'arrête la trahison envers nos grands morts de la Guerre 1914-1918 [...] Notre honneur d'Alsaciens et de Lorrains se confond avec l'honneur français et il n'y a pas de puissance au monde, il n'y a pas de signature qui puisse nous empêcher de rester Français [...] Durant la guerre mondiale, plus de 18 000 Alsaciens et Lorrains se sont engagés volontairement dans l'armée française ; plus de 3 000 sont tombés au champ d'honneur. Durant la guerre 1939-1940, il n'y a pas eu de volontaires Alsaciens et Lorrains dans l'armée allemande [...] Certains Français oublient qu'il y a entre les trois départements du Rhin et de la Moselle et la France des liens sacrés qu'aucun raisonnement, qu'aucune violence ne sauraient détruire. Notre histoire est celle de la France et l'Histoire de France est la nôtre ».

112 protestations confidentielles

Le maréchal Pétain n'a jamais reconnu la légalité de l'annexion de force et toujours affirmé la pérennité de la souveraineté française à l'intérieur de ses frontières, les trois départements compris.

Dès l'annexion de fait de l'Alsace et de la Moselle, le gouvernement de Vichy réagit sur le plan diplomatique, puis le fera à chaque nouvelle mesure de coercition (112 protestations recensées).

Mais il s'est constamment tenu à la confidentialité de ses protestations, dans le cadre de la Commission d'Armistice. Il a notamment considéré comme diplomatiquement néfaste de manifester publiquement son opposition aux mesures toujours plus contraignantes à l'encontre des Alsaciens-Lorrains, au regard d'autres menaces estimées plus graves : la mise sous protectorat de la France, l'annexion officielle de ces trois départements, la crainte du maréchal Pétain de réactions allemandes sur les populations de ces provinces.

Raisons invoquées qu'il est difficile d'admettre, alors que le régime de Vichy n'a cessé de basculer dans une vassalisation de plus en plus poussée. Ses protestations apparaissent donc de principe, car même parfois répétées, elles ne recevront jamais de réponse des autorités allemandes.

À l'occasion de trois faits particulièrement dramatiques, et qui ont provoqué de vives réactions, la protestation de Vichy fut rendue publique : réprobation rendue publique devant l'ampleur et la brutalité de la déportation massive de Lorrains et la colonisation officielle de la Moselle (indignation et révolte dans la population, mais sans lendemain), la mobilisation forcée dans l'armée allemande et condamnations à mort.



La France divisée

Parmi elles, trois protestations revêtent un caractère exceptionnel, dans le ton, l'argumentaire et pour la dernière, par l'implication personnelle et affirmée du chef de l'Etat :

- 3 septembre 1940, protestation officielle contre les mesures d'annexion ;

- 3 septembre 1942, protestation solennelle remise par le président Laval à l'ambassadeur Otto Abetz, le 4 septembre et notifiée à l'Allemagne par la voie diplomatique normale, le 1^{er} octobre, à la Commission d'armistice de Wiesbaden ;

[Ce sera la plus complète des protestations, motivée par le retentissement de la mobilisation forcée dans l'armée allemande. Elle reprend l'ensemble des griefs à l'encontre de l'Allemagne en 5 chapitres : les déportations, la colonisation, l'incorporation de force, la nationalité allemande, le statut religieux concordataire.]

- Février et mars 1943, contre des condamnations à mort. Les interventions de Pétain restent sur le domaine de l'humanitaire et du sentimental :

Le 19 février 1943, initiative personnelle décisive pour accorder de sursis à l'exécution de 5 personnes du groupe Welschinger, puisque Hitler accordera le sursis à l'exécution.

Le 19 mars 1943, interventions multiples contre la décision de condamner à mort 13 alsaciens du groupe de résistance Bareiss, jugés par la Cour martiale du Reich, pour espionnage et intelligence avec l'ennemi. La peine de mort est suspendue, par décision d'Adolf Hitler, le 15 août 1943, et commuée en réclusion assignée aux travaux forcés. Trois d'entre eux mourront, malheureusement, dans un camp de concentration dans les premiers mois de 1945.

Un silence assourdissant

Malgré le siège de nombreuses personnalités alsaciennes et lorraines, malgré la pression forte de ses proches collaborateurs afin qu'il intervienne à la radio pour affirmer publiquement sa protestation contre les exactions nazies et en particulier contre la plus ignoble d'entre elles, l'incorporation de force, le maréchal Pétain s'y refusera avec entêtement. Il estimait que des préoccupations politiques plus graves devaient retenir son attention : le raidissement des autorités allemandes à l'égard de la France et de sa politique, ses assauts pour une collaboration renforcée, ou pour un asservissement plus contraint à leurs exigences comme l'envoi de travailleurs qualifiés en Allemagne, auquel se résoudra Pierre Laval, pensant négocier un « moindre mal », alors qu'il ne faisait qu'affirmer le caractère fantôme de l'Etat Français.

Aucune des protestations ne fut publiée dans la presse de Vichy simplement parce que, dès le mois d'août 1940, le gouvernement craignait que dévoiler la situation réelle de

l'Alsace-Lorraine, ne provoque des réactions très vives et désastreuses pour lui dans l'opinion publique.

Le caractère confidentiel volontairement donné à ces protestations diplomatiques ont assourdi leur effet et par voie de conséquence aggravé la détresse morale des Alsaciens et des Lorrains, devant ce qu'ils considéraient comme un abandon officiel à leur égard. Ce sentiment s'est ensuite renforcé par le processus de nazification par étapes étalées dans le temps, et son emprise de plus en plus étouffante, un engrenage qui décuplait les souffrances endurées.

Ce silence assourdissant s'alourdissait chez les réfugiés et ajoutait à leur détresse et leur inconfort plus moral que physique. Émile Baas, l'avait bien relevé :

« La France officielle de Vichy [...] nous a déçus depuis 1940 par le silence funèbre qu'elle a fait peser sur toutes les choses d'Alsace ; mais la France nous a déçus beaucoup plus amèrement encore par l'accueil qu'elle a fait à beaucoup de nos réfugiés et expulsés, reçus quelquefois comme des trouble-fête et des bons à rien... l'accueil réticent fait à nos populations par les départements du Midi et du Centre n'était pas conditionné par quelque régime que ce fût ».¹

Le 12 avril 1943, le maréchal Pétain écrivait au secrétaire-général du chef du gouvernement, Pierre Laval :

« ... par ses protestations incessantes à la Commission d'armistice, par le maintien symbolique des préfectures du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des évêchés concordataires de Metz et de Strasbourg, de l'Université de Strasbourg, etc. le Gouvernement a montré qu'il entendait ne prendre aucune mesure qui, de façon directe ou indirecte, peut être interprétée comme une acceptation tacite de l'annexion unilatérale et illégitime opérée par les autorités occupantes en Alsace-Lorraine, contrairement à la Commission d'armistice et avant tout traité de paix ».²



L'entrevue de Montoire : la poignée de main entre Pétain et Hitler.

Voici donc dévoilée la raison principale sur laquelle se sont appuyées les protestations diplomatiques et qui a imposé le silence à l'égard des populations de France, de l'Alsace et de la Lorraine mosellane : il s'agit de compléter un dossier qui, le moment venu, lors du futur traité de paix

entre la France et l'Allemagne, aurait pesé dans les négociations, en montrant que la France n'avait jamais renié le principe de souveraineté nationale sur ces départements.

¹ Émile Baas *Situation de l'Alsace*, Les Éditions de l'Est, Strasbourg, 1946.

² Louis Cernay, *Le Maréchal Pétain, L'Alsace et la Lorraine, Faits et documents*. L.Cernay, pseudonyme d'André Lavagne, chef du cabinet civil du Maréchal.

De l'inanité de l'action du Maréchal...

Il est sûr qu'un certain nombre de gestes et d'actes montrent l'attachement du maréchal à ce principe et à ces provinces. Le 9 octobre 1940, il déclare : « À nos populations d'Alsace et de Lorraine contraintes de quitter brusquement leurs villes et leurs villages, j'adresse l'expression de notre affectueuse, de notre profonde sympathie ».

Certes, il avait décidé de maintenir les structures administratives et leurs services officiels des préfectures, des départements et des villes importantes. Tandis que le ministère de l'Intérieur conserve une Direction des réfugiés, initiée par le gouvernement de Paul Reynaud, le maréchal Pétain soutient officiellement l'Alsace et la Lorraine en créant à Vichy, le Service d'Alsace et de Lorraine, composé de la Direction générale et de quatre directions — celles des Cultes, de l'Enseignement, des Assurances Sociales et du Statut local — ces dernières repliées sur Périgueux, qui n'auront jamais cessé de fonctionner en faveur des réfugiés, pendant toute la durée de la guerre.

D'abord sous la tutelle de la vice-présidence du Conseil, ce service sera rattaché au ministère de la Justice, jusqu'en octobre 1941, puis, en dépit de la révocation sur la demande des Allemands, de son directeur-général Paul Valot, ses directions continueront de fonctionner de manière plus discrète sous une autre appellation.

Ce Service Alsace-Lorraine est complété par deux organes nouveaux : le Comité consultatif de coordination pour les affaires d'Alsace et de Lorraine, institué le 19 février 1941, en étroite relation avec le cabinet du Maréchal et le ministère de la Justice, et le Centre des réfugiés et expulsés non rapatriables, installé à Lyon sous la direction de M^e P.-J. Kalb, chargé de mission du Garde des sceaux, qui fait beaucoup pour accueillir et secourir les Alsaciens et les Mosellans, et beaucoup aussi au titre de la résistance, grâce aux renseignements recueillis auprès des réfugiés.

Le secrétariat général à la Jeunesse crée la section des jeunes réfugiés, dont est chargé Pierre Stahl, cadre important du scoutisme alsacien, qui apportera une aide appréciable à la résistance alsacienne.

Le recteur de l'académie de Strasbourg, Adolphe Terracher, est appelé à Vichy, au secrétariat d'État à l'Instruction publique et à la Jeunesse, comme directeur de l'Enseignement secondaire, nommé, ensuite, secrétaire général de l'Instruction publique, jusqu'à sa révocation, le 2 janvier 1944, sur

l'exigence des Allemands.

Ayant tenu à conserver sa fonction de recteur, il supervise également la gestion du Conseil de l'Université de Strasbourg, repliée à l'Université de Clermont-Ferrand, ainsi que les services du rectorat, installés à Périgueux, qui gèrent l'ensemble des institutions de l'Instruction publique d'Alsace, soit mille cinq cents écoles, sept Écoles Normales et huit cents instituteurs.

Le maréchal Pétain s'est d'ailleurs toujours opposé, il est vrai, au retour de l'Université de Strasbourg, et au rapatriement d'autorité des étudiants alsaciens et lorrains et de leurs enseignants.



Les annexés (Alsace) par A. Bettanier (musée de Metz).

Dès 1940, les autorités alsaciennes allemandes réclament la fermeture de l'Université de Strasbourg, repliée à Clermont-Ferrand, et le retour de la bibliothèque et de tout le matériel pédagogique, puisqu'elles envisagent de créer à Strasbourg une *Reichsuniversität*, dont le renom rejaillirait sur l'Alsace, tout entière, rivalisant même avec celui « décadent » de la Sorbonne. La conception d'une *Reichsuniversität* était de jouer un rôle phare pour le rayonnement politique des valeurs fondamentales du national-socialisme.

Ces pressions fortes et continues se heurtèrent à des moyens dilatoires sérieux et des refus de la part de Vichy, et les Allemands durent reformuler à plusieurs reprises leurs demandes. La cérémonie d'ouverture de la *Reichsuniversität Strassburg*, fut différée au 23 novembre 1941, sans avoir réussi à enlever cette épine d'une Université de Strasbourg française plantée dans la politique culturelle d'une Alsace allemande.

Après l'occupation de la zone sud, le 11 novembre 1942, ce fut Heinrich Himmler en personne qui voulut imposer la fermeture de l'université alsacienne et le transfert en Alsace des étudiants et du corps enseignant ; mais von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères, soutenu par O. Abetz d'ailleurs, n'y était pas favorable. La menace demeura constamment vive, puis tomba : le *Sicherheitsdienst*, estimant que cette université était un vivier important de résistance, entra en action à trois reprises afin de briser ce « nœud actif antinazi » : 25 juin 1943, 25 novembre 1943 et 8 mars 1944.

Le monde universitaire paya un lourd tribut à cette résistance patriotique.³

Fin août 1941, à l'occasion du premier anniversaire de la fon-

³ Voir Le Courrier du Mémorial n°29, mars 2017 *L'Université de Strasbourg « repliée » à Clermont-Ferrand.*

dition de la Légion française des combattants, les armoiries de l'Alsace et de la Lorraine figuraient parmi celles des provinces exposées autour du monument aux morts de Vichy.

Si le maréchal Pétain se laisse photographier entouré de deux jeunes filles, l'une habillée du costume traditionnel alsacien, l'autre du costume lorrain, si à de multiples reprises il accorde une entrevue à des Alsaciens et des Lorrains, s'il renouvelle à l'égard de ces deux provinces sa sympathie et sa compassion, s'il accorde son soutien — nous le verrons — à la résistance alsacienne, force nous est de constater l'inanité de son action politique concrète face aux coups de force des Allemands, concernant ces trois départements, considérés d'une manière irréversible à leurs yeux, comme terre allemande.

... Au deuil de l'annexion

D'autant que son administration semble avoir fait le deuil de l'annexion. Trois éléments sont révélateurs de cet état d'esprit :

- Les noms du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle sont absents des colonnes du Journal Officiel ;
- Hormis dans les protestations officielles auprès de la Commission d'armistice de Wiesbaden, jamais portées à la connaissance de la population française, le discours des autorités de Vichy, de ses administrations ou des associations liées aux Alsaciens-Lorrains, ne fera jamais mention des termes « expulsions et expulsés » remplacés systématiquement par « réfugiés » ;
- À Gergovie, le 30 août 1942, l'Etat Français fête le deuxième anniversaire de la création de la Légion française des combattants et des volontaires de la Révolution nationale. Le maréchal Pétain commence ainsi le message qu'il adresse aux légionnaires :
« Légionnaires de la France et de l'Empire, Volontaires de la Révolution nationale, En ce deuxième anniversaire de la Légion, je vous renouvelle le témoignage de ma confiance et de mon affection. Vous avez sur le tertre de Gergovie rassemblé ce matin les terres de nos provinces et de l'Empire : l'unité française a retrouvé — grâce à vous — la puissance de son symbole... »

Des « urnes, sachets, coffrets artistiques, tonnelets, calebasses » sont déposés dans la crypte du monument érigé sur le plateau. Mélange symbolique de la terre de toutes les provinces françaises, exceptée celle de l'Alsace et de la Lorraine.

Aucune urne, aucun coffret en provenance d'Alsace et de Lorraine ! (Pourtant la partie de la Lorraine non mosellane est demeurée française !).

Philippe Pétain a toujours apporté en privé, et parfois en public, son soutien moral aux Alsaciens et aux Lorrains ; il a constamment apporté aide et protection à des Alsaciens ou des Lorrains quand il le pouvait, car son pouvoir s'était restreint, sous la pression allemande, du fait de la remise de la majeure partie de ses pouvoirs officiels entre les mains de Pierre Laval le 17 novembre 1942.

Il avait pris soin, à l'occasion de la signature de l'acte constitutionnel n°12, qui transférait au chef du gouvernement le pouvoir législatif, d'ajouter une contre lettre secrète dans laquelle il enjoignait Pierre Laval :

« Soucieux de remplir à l'égard de tous les Français les devoirs que l'humanité et l'honneur national imposent, vous garantirez notamment la sécurité personnelle et matérielle absolue des Alsaciens-Lorrains et des détenus politiques. »

Dans sa notice de présentation d'un article de l'historien allemand Lothar Kettenacker,⁴ Léon Strauss rapporte que :

« René Bousquet, secrétaire général pour la police, mandaté vraisemblablement par Laval, également ministre de l'In-

térieur obtient le 25 novembre 1942, du ministre plénipotentiaire Schleier, la confirmation écrite que le Führer considérait que "les Alsaciens et les Lorrains (réfugiés et expulsés) ne présentaient pas le moindre intérêt, ce qui permet de donner aux Français tout apaisement à leur sujet" ».

Cette garantie tiendra effectivement, lorsque Pierre Laval instituera, par la loi du 16 février 1943, le Service du Travail Obligatoire, pour lequel les Alsaciens et les Lorrains en seront dispensés ou orientés exclusivement vers des entreprises françaises, sur le sol français, travaillant pour l'Organisation Todt (construction du Mur de l'Atlantique). Cette garantie jouera toujours en leur faveur, pour la loi du 1^{er} février 1944, qui durcira la réquisition des hommes de 16 à 60 ans Au titre du STO, aucun Alsacien ni aucun Mosellan ne partira en Allemagne.

⁴ Revue d'Alsace, 2006.

Que conclure ?

« La seule conséquence qu'on puisse avec vraisemblance reprocher au « silence de Vichy » : il a laissé à eux-mêmes trop de préfets, trop de fonctionnaires divers, qui ont parfois cédé à une incompréhension et à une lâcheté que des consignes gouvernementales plus fermes et plus ouvertes auraient peut-être atténuées »,

écrit Louis Cernay, dans son livre. Langage de haut fonctionnaire, langage de diplomate, plaidoyer *pro domo* en faveur du maréchal Pétain, qu'il importe de modifier en remplaçant « vraisemblance » par « certitude » et en modifiant « peut-être », par « à coup sûr ».

L'attitude de Vichy fut jugée sévèrement. « Des paroles de consolation et des assurances platoniques », trouve-t-on dans le Cahier du Témoignage Chrétien *Alsace et Lorraine, terres françaises*, coordonné par l'un des futurs aumôniers de la Brigade Alsace-Lorraine, Pierre Bockel.⁵

Émile Baas, qui a contribué à ce même cahier, écrit dans *Situation d'Alsace* :

« La France officielle de Vichy [...] nous a déçus depuis 1940 par le silence funèbre qu'elle a fait peser sur toutes les choses d'Alsace. »

La décision officielle du Maréchal de soutenir les Alsaciens et Lorrains, au travers de la création du Service Alsace-Lorraine à Vichy? Ne se plaçait-il pas alors sur un plan plus moral et sentimental, lorsqu'on lui traçait devant lui un tableau d'ensemble des rigueurs de l'exil pour eux et de leurs souffrances individuelles ?



Hitler à Strasbourg le 28 juin 1940, en compagnie de Keitel et du ministre d'État Otto Meißner. La nazification des trois départements annexés de fait sera aussi rapide que brutale.

Quant au maintien des services administratifs, ne s'arc-boutait-il pas sur la Souveraineté française, qui, pour lui, ne se discutait pas ?

Il connaissait bien l'esprit de résistance de l'armée et soutenait, en connaissance de cause, les actions menées, dirigées d'ailleurs par certains membres de la hiérarchie militaire : GAD (Groupes d'Auto Défense), CDM (Camouflage Du Matériel), Services de Renseignements.

Il est sans doute erroné de parler de « Vichy », mieux

vaudrait évoquer des gestes d'individualités, des actes de hauts-fonctionnaires, rares et non coordonnés, en faveur de personnes alsaciennes ou lorraines.

La ligne politique officielle suivie par Vichy est accablante et sans appel, se voulant un jeu subtil, qui ne convainc pas : sur la forme, des protestations que l'on sait vaines, cachées à la population de la France de l'intérieur, ignorante de la vie réelle des Alsaciens et des Mosellans annexés ; et surtout sur le fond : une impuissance notoire et un sentiment de fatalisme et d'abandon face à une annexion que l'on estime sans retour, rendu plus tragique encore devant le crescendo des exactions nazies.



Réfractaires. Des jeunes gens du village d'Ohlungen posent en groupe après leur internement au camp de Schirmeck. Ils y avaient été envoyés pour avoir refusé de signer leur livret militaire de la Wehrmacht.

Compassion, sollicitude, aide matérielle aux « exilés et expulsés » — que l'on prend bien garde d'appeler « réfugiés » — et protection administrative en résistance aux exigences allemandes : ces gestes ne masquent en rien l'abandon effectif et manifeste de Vichy et sa résignation face à leur drame, son silence face au plus odieux des crimes, celui de l'incorporation de force, ce qui fut ressenti avec tant d'amertume, de douleur et de ressentiment chez les Alsaciens et les Lorrains.

Blessure indélébile mais qui n'a pas entamé la fidélité indéfectible à l'égard de la France, qui, alors, ne se trouvait pas à Vichy. ■

Daniel Froville

Café d'histoire : mardi 14 novembre à 18h30 au Michel
« Les seize Alsaciens qui ont dit oui à Pétain »
Résistants ou collaborateurs ?
Par Jean-Claude Streicher, journaliste et historien.

⁵ Réédition, Éditions des Dernières Nouvelles de Strasbourg, 1975.

La Centurie Gergovie (suite du N°29)

Sous le titre « L'Université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand » dans le *Courrier du Mémorial* numéro 29, Daniel Froville retraçait l'histoire de l'exil et de l'héroïsme de notre université. Il complète aujourd'hui cette étude en évoquant la Centurie Gergovie du GMA-Sud, l'histoire d'une formation avortée.

Quittant Saverne, le 14 juin 1940, le capitaine Jean Lassus, professeur en archéologie et archéologue, rejoint son Université de Strasbourg repliée, le 8 juillet. (Il sera le dernier des universitaires à être arrêté, puis déporté, le 5 juin 1944). Le 17 juillet, il rencontre son collègue Gaston Zeller, professeur d'histoire moderne, qui lui présente le projet suivant : faire face aux pressions allemandes que subissent les étudiants pour les faire rentrer en Alsace. Pour les mois d'été, il s'agirait de constituer un groupe pour fouiller sur le plateau de Gergovie, sous sa compétence. Séduit par cette idée, Jean Lassus accepte de diriger les fouilles, assisté de Jean-Jacques Hatt, enseignant au lycée Blaise Pascal.¹

Pour héberger le groupe, les deux professeurs font appel à l'armée et rencontrent à son PC du château d'Opme le général de Lattre, adjoint pour le commandement des troupes au général Pierre Grandsard, commandant la XIII^e Division militaire. De Lattre, en pleine réflexion sur la jeunesse française, qui serait le gage du renouveau de l'armée qu'il souhaite faire émerger, accepte de soutenir le projet, qui permet d' « affirmer l'Alsace française » : outre les pelles, les pioches, les brouettes, l'armée fournira les éléments préfabriqués, avec lesquels les étudiants construiront leur propre maison. Provisoirement, le temps de sa construction, ils seront logés dans le camp d'instruction d'Opme. Le salon de cette maison d'étudiants sera décoré des écussons des villes d'Alsace-Lorraine et d'une grande fresque du peintre alsacien René Kuder,² sur laquelle on voit des paysans labourer et semer.

Avec l'approbation de la Commission des Œuvres de Guerre, l'Université donne son accord à la constitution de ce groupe : « au service de l'Université et de la Science » précise le rapport de l'Université de 1940.

Les recherches archéologiques n'étaient en fait qu'une façade, dont se contentaient les autorités de Vichy et qui, au surplus, firent l'objet de subventions du Maréchal Pétain et des ministres de la Justice : Joseph Barthélémy et de l'Enseignement : Jérôme Carcopino puis Abel Bonnard.

Le premier groupe de fouilleurs — une trentaine de jeunes, et d'autres suivront — se servit de cet alibi, car les fouilles furent effectivement faites par les « gergoviotes », qualifiés d' « étonnante tribu », par Jean Lassus. Presque tous sont des étudiants alsaciens et lorrains, animés d'un puissant esprit patriotique, mêlant « royalistes ou communistes, conservateurs ou libéraux, catholiques, protestants, juifs, athées, scientifiques ou littéraires, étudiants en médecine, en pharmacie, en architecture, en peinture ». ³

¹ Ses recherches marqueront l'étude de la civilisation gauloise et surtout de la civilisation de l'âge de bronze, dont il établira une subdivision tripartite. ² Sa fille Stéphanie fera partie du groupe des « gergoviotes » au sein du groupe franc étudiant du mouvement Combat.

³ Jean Lassus *Souvenirs d'un cobaye* Colmar, Alsatia, 1973.

Ils participent activement à la vie du village voisin de La Roche Blanche, aux offices du dimanche, pour les vendanges, etc.

Il s'agit bien de groupes d'étudiants et non de maquis, une pépinière de jeunes entrepreneurs, faisant acte de résistance (vitrines brisées des commerçants collaborationnistes, destruction des bureaux de la LVF (Légion des Volontaires Français) et du PPF (Parti Populaire Français de Jacques Doriot), et attentats contre les allemands).

Ils vivent dans un climat de foi simple et d'espérance raisonnée, un optimisme volontaire empli d'une certitude, résumée en une formule lapidaire « Ils sont foutus ! ».

Ils appartiennent à plusieurs mouvements et réseaux, à Franc-Tireur, à Combat, à Combat-Étudiant,⁴ ce dernier créé par Jean-Paul Cauchy, étudiant en histoire, l'un des meneurs les plus actifs des étudiants, membre des réseaux de résistance Mithridate et Navarre. Il a participé à plusieurs attentats et abattit, lui-même, un médecin, qui avait livré 17 résistants à la Gestapo et l'aurait fait avec un groupe de maquisards blessés, qu'on venait de lui confier, heureusement récupéré par Cauchy et son équipe. Arrêté à Paris, le 4 avril 1944, déporté à Buchenwald, puis dans la mine de sel de Neue Stassfurt, il sera abattu, le 18 avril 1945. Ce fut un véritable héros de la jeunesse résistante alsacienne.

Joseph Fleisch est le coordinateur du groupe clandestin « Centurie Gergovie », du GMA-Sud, qui recrute parmi les Gergoviotes. Il sera arrêté lors de la grande rafle de l'Université du 25 novembre 1943, remplacé par le professeur Thomas, lui-même arrêté en mars 1944.

Les rafles de la Gallia puis de l'Université décimèrent cette future centurie, l'empêchant de constituer un commando au sein de la Brigade Alsace-Lorraine. Toutefois, quelques anciens de Gergovie rejoindront à Randan, le convoi du Bataillon Strasbourg du commandant Diener-Ancel, de la Brigade Alsace-Lorraine nouvellement créée, venant de Dordogne et se dirigeant vers la 1^{ère} Armée française.⁵

Hommage a été rendu à la résistance alsacienne et mosellane, qui a combattu auprès de la résistance auvergnate. Sur le monument mémorial du Mont Mouchet, haut-lieu des maquis de la Résistance, sont sculptés les blasons des grands foyers de la Résistance française : celui de l'Alsace y figure en bonne place. ■

Daniel Froville

⁴ Combat-Étudiant comportait 15 membres, dont 12 « gergoviotes ».

⁵ Daniel Froville, *La Brigade Alsace-Lorraine, les hommes du Non* du colonel Malraux, Colmar, Do Bentzinger Éditeur, 2016.



Dans le Sundgau : sur les traces du général Giraud

Le 3 mai 1945 eurent lieu à Thann les obsèques de deux résistants « passeurs » : René Ortlieb et l'abbé Joseph Stamm, exécutés par les nazis à Wolfach en Allemagne le 17 avril 1945 et dont les corps ont pu être retrouvés et rapatriés grâce au témoignage d'un évadé polonais. Présent sur les lieux, le général Giraud leur a rendu un hommage vibrant dans un discours bref mais poignant : *« Au nom de l'armée française et en mon nom personnel, je dis merci aux deux héros que nous pleurons aujourd'hui. Il y a trois ans j'étais pour vous un inconnu, vous saviez seulement qu'un général français s'était évadé de la forteresse de Koenigstein. Chez vous en Alsace j'ai trouvé l'aide la plus efficace, la plus discrète, la plus généreuse, une aide et un réconfort devant la mort. Merci, mais souvenez-vous que vos deux amis ont été froidement assassinés. »*

L'histoire des passeurs du Sundgau et tout particulièrement le passage réussi du général Giraud furent parmi les pages les plus glorieuses de la résistance alsacienne. Si le souvenir reste très présent chez tous les contemporains de ces événements, il commence par contre à s'estomper aux yeux des jeunes générations... Quand vint Michel Buecher ! Ce vétérinaire de campagne a parcouru sa vie durant toutes ces régions du Jura alsacien, le long de la frontière suisse. Connaissant toutes les fermes même les plus isolées, il entra dans l'intimité de nombre de ces fermiers dont certains étaient d'anciens passeurs ou leurs enfants. C'est ainsi qu'il découvrit et très vite se passionna pour l'histoire de ces réseaux où de modestes paysans et forestiers n'hésitaient pas à risquer leur vie par attachement à leur patrie.

Il devint tout naturellement un familier de la ferme des Eboubettes, un endroit stratégique dans l'épopée de Giraud. Vivaient là, à l'époque de l'annexion, deux familles : d'une part Camille Latscha et son épouse Julie âgés tous deux de 35 ans et leurs enfants, Charles 3 ans et Denise 6 mois, d'autre part son beau-frère Léon Ernest Richard 79 ans et son épouse Joséphine Rosalie dite Rose et leurs enfants, Louis Ernest 12

ans et Marie-Thérèse 9 ans. Ce sont ces deux derniers qui, avec leur oncle Camille ont pris une part active au passage du général, la plus jeune prenant très au sérieux son rôle de guetteuse.

De plus en plus passionné par cet épisode, Michel Buecher poursuit ses recherches et découvre, de fil en aiguille, l'importance du réseau Martial du commandant Daniel (alias Paul Winter) qui grâce à des personnes comme : René Ortlieb, hôtelier à Thann et le curé de Liebsdorf, Joseph Stamm, faisaient passer en Suisse des personnes soucieuses d'échapper à la machine nazie. Ce réseau qui, dans la clandestinité, étend son influence sur l'ensemble du Sundgau, fut le « cerveau » de l'évasion du général tout comme des 18 de Ballersdorf ou des 183 de l'Espenskolonne de Feldbach-Riespach qui ont fui en Suisse pour éviter l'incorporation de force... et de bien d'autres. Un grand nombre de ces héroïques passeurs y laissèrent, hélas, leur vie ainsi Henri Veit, le général Mesny, René Ortlieb et le Père Stamm qui furent victimes de la fureur d'Hitler après l'évasion réussie de Giraud.

Tout au long de sa vie active, arpentant infatigablement les collines du Jura alsacien, Michel Buecher visite, rencontre, questionne, interroge, recherche, scrute, furète, collectionne, contrôle, trie, analyse, photographie tout ce qui de près ou de loin concerne les passages en Suisse sous l'annexion nazie. Chemin faisant, au fur et à mesure qu'il affine ses investigations, il devient « un familier » du

général Giraud auquel il voue une admiration sans bornes. Quand vint l'heure de la retraite il trouve enfin le temps de compléter sa documentation par la visite des bibliothèques et archives notamment à la ferme des Eboubettes où Cécile et Raymond Richard ont méticuleusement conservé les archives familiales... L'aboutissement de tant d'heures de travail : la publication en octobre 2017 d'un livre *Les trois évasions du général Henri Giraud*, publié à compte d'auteurs et imprimé par l'imprimerie Martin à Altkirch.

Renseignement et réservation auprès de Michel Buecher, 10 rue du Rossberg 68480 Ferrette, tél : 03 89 40 420 74.

Marcel Spisser



Le passage de la frontière

Le vétérinaire colonel (H) Michel Buecher, dans la perspective de la préparation d'un café d'Histoire à Mulhouse, a refait le trajet du général évadé, en compagnie de Marcel Spisser et de Gérard Zippert, respectivement président et vice-président de l'AMAM, pour se rendre compte de visu des lieux de l'évasion et rencontrer quelques survivants qui, alors enfants, ont participé, au péril de leur vie, à l'organisation du passage. Il est vrai qu'ils avaient une certaine expérience puisqu'on dénombre au moins 83 autres évasions en suivant ce même itinéraire. Après avoir été hébergé au presbytère de Liebsdorf par le



C'est la borne 47, érigée en 1870 entre la France et la Suisse, où le général Giraud a traversé la frontière en avril 1942 (de gauche à droite : Marcel Spisser, Michel Buecher et Gérard Zippert) in L'Alsace 27 juillet 2017.

père Joseph Stamm, le général Giraud fut conduit mercredi 22 avril par le garde forestier Kupfer vers la ferme des Eboubettes. Il dut attendre, caché dans les broussailles des abords, le départ de la patrouille des soldats allemands et profiter à 18h15 de la relève pour passer la frontière à la borne 47 et arriver à 19h à Charmoille en Suisse avec en poche ses faux papiers au nom de Heinrich Greiner.

« Au revoir mon général et vive la France ». C'est par ces mots que le passeur Camille Latscha de la ferme des Eboubettes a souhaité bonne chance au général devant cette borne.

Le Père Stamm en quelques dates



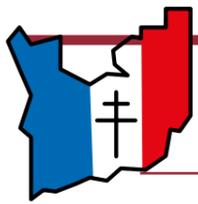
- 9 novembre 1882 naissance à Thann
- Juillet 1905 : ordination
- À partir du 4 avril 1935, curé de Liebsdorf
- Dès juin 1940, il intègre le réseau de résistance Martial aux côtés de Max Schieber, Paul Winter, Henri Veit, Paul Weiss, René Ortlieb...
- Les 20, 21 et 22 avril 1942, il héberge le général Giraud dans son presbytère où le garde forestier Kupfer le retrouve pour le conduire à la ferme des Eboubettes.
- 21 septembre 1943, à la suite d'indiscrétions du curé Heidet, il est arrêté en même temps que René Ortlieb ; les deux résistants sont emprisonnés à Schirmeck, puis à Kehl et finalement transférés à Wolfach.
- 17 avril 1945 Ils sont assassinés deux jours avant l'arrivée des troupes américaines, sur ordre personnel de Himmler. Ils sont restés muets et n'ont jamais livré le moindre de leurs compagnons.

Victimes de la Sippenhaft

La Sippenhaft, une loi inique et barbare d'un autre temps, mûrie dans le cerveau de Goebbels, établit la responsabilité collective de toute une famille si un de ses membres a désobéi au régime nazi : toute la famille, au sens large de tout le clan, pouvait être déportée !

Ainsi dans le petit village de Liebsdorf pas moins de 6 familles, soit un total de 21 personnes sont déportées en Allemagne :

- Fridolin et Marie Hertel, leurs enfants Marguerite et Alphonse en raison du passage en Suisse de Lucien Hertel.
- Léon et Alphonsine Ress en raison du passage en Suisse de leur fils Joseph Ress, qui rejoignit ensuite le maquis.
- Arthur et Jeanne Schicklin ainsi que leurs six enfants, en raison du passage en Suisse de leur fils André.
- Caroline Froehly (née Schmitt) et sa fille Jeanne, en raison du passage en Suisse de son fils Eugène Froehly.
- Anna Froehly (née Schicklin) et ses enfants Roger et Suzanne, en raison du passage en Suisse de son mari Alfred et de son fils Antoine.
- Joseph et Eugénie Schicklin, en raison du passage en Suisse de leurs garçons Robert, Henri, Eugène, Charles, Edouard et Etienne.



Il avait 15 ans



La SNIFAM (Solidarité Normande aux Incorporés de Force d'Alsace-Moselle) multiplie ses séjours en Alsace où le village viticole de St-Hippolyte est devenu une seconde patrie pour nos amis normands. C'est tellement vrai qu'en mai dernier cette association, qui essaie de retrouver les traces des Malgré-Nous évadés et secourus par les populations locales, a tenu son assemblée générale dans la salle municipale où se sont retrouvées quelques 70 personnes dont quelques survivants de l'incorporation de force.

Jean Bézard, secrétaire de la SNIFAM, toujours aussi passionné et passionnant dans ses recherches, nous a fait le récit d'un garçon de 15 ans, sauveur de Malgré-Nous.

Oui, Roger Hébert en 1944 avait 15 ans. En cette fin de février 2017, il nous a quittés. Il est parti sur la pointe des pieds et c'est ainsi qu'il a toujours vécu. Sa modestie était véritable et bien protégée sous une carapace de bonhomie.

Nul ne savait — même celui qui directement l'aïda, Monsieur André Lemarquier — que Roger Hébert était à l'origine de l'évasion de 5 Français, 5 adolescents alsaciens nés en 1926 et incorporés de force dans la Waffen SS.



Réunion de la SNIFAM à la salle municipale St-Hippolyte.

Dans une commune de Coutançais, à Notre Dame de Cénilly, dans le village « Aux Hélaïnes » en juillet 1944 Roger vivait seul avec sa mère. Elle était veuve.

Dans la ferme de Madame Hébert, s'installa une escouade, environ 20 soldats Waffen SS. Parmi ces soldats étaient 5 adolescents incorporés de force.

Bientôt Roger qui semblait avoir le même âge que les Alsaciens, fut abordé par ces derniers. Il entraîna à l'écart ces 5 compatriotes dans les dépendances ou au fond du champ de pommiers. Ces rencontres, toujours très brèves, étaient on ne peut plus dangereuses. En effet Roger savait la présence des Français devenus ses amis, car lorsqu'ils étaient dans la ferme, les gradés avaient leur pistolet hors de l'étui : entre le ceinturon et la vareuse.

Le 17 juillet 1944, en fin d'après-midi, forts des encouragements de Roger, les 5 incorporés de force s'évadèrent. Avec beaucoup de précisions Roger leur avait indiqué la ferme des « Monts » à Notre Dame de Cénilly. Ils y rencontrèrent André Lemarquier, qui en écoutant les 5 fugitifs devint leur complice. Pendant quelques minutes un 6^e incorporé de force vint grossir le groupe mais après quelques instants, en pleurs, il refusa de partir. Il eut peur pour ses parents. Une loi monstrueuse : « la Sippenhaft » punissait effroyablement les parents des incorporés de force qui refusaient de se soumettre au nazisme.

André Lemarquier procura des victuailles et par un subterfuge très audacieux, parvint à emmener le groupe jusqu'à Hambye. Ces garçons voulaient aller dans la Sarthe. Ils avaient demandé

une carte de France. André en avait prélevé une dans son livre d'écolier. Jamais ne parvint la moindre nouvelle, les 5 adolescents étaient disparus mais pas oubliés.

Dans le N° spécial de la Société d'Histoire de Masevaux, consacré aux incorporés de force, est reproduit le rapport de désertion de Marcel Eich, avec les menaces habituelles. Dans ce rapport traduit de l'allemand en français est resté un mot du patois coutançais : « es » pour l'article contracté « aux ». Ce détail est d'importance car il a

permis de retrouver la commune et surtout le village où eut lieu cette évasion collective. Mieux encore, la preuve de l'existence d'une filière d'évasion pour les incorporés de force de la Waffen SS et passant par « La Chapelle d'Aligné », dans la Sarthe, a été découverte. Un bon nombre d'incorporés de force l'utilisèrent pour rejoindre la France Libre.

Des enfants de ces incorporés de force sont venus à Notre Dame de Cénilly remercier, exprimer leurs émotions à André Lemarquier et à Roger Hébert.

Ces émotions furent exprimées en partage. La gratitude alsacienne revigora Roger Hébert, au point de la conduire à raconter dans des écoles et en particulier à La Chapelle d'Aligné, ce que fut l'incorporation de force de nos compatriotes d'Alsace et de Moselle dans les armées nazies.

Ce jour-là, lors d'une cérémonie officielle, Roger fut plus que félicité par Messieurs le Sous-préfet, le Député, des Maires, des Conseillers généraux etc., etc. Roger y fut très sensible. Quand la France ouvrira-t-elle ses portes qui permettent d'accéder à son Histoire ? ■

Jean Bézard, Secrétaire de la SNIFAM
Le 1^{er} mars 2017.

La semaine historique de Dambach-la-Ville 39 - 45, la guerre et ses choix ?



La commune de Dambach est sans doute une des communes d'Alsace-Moselle qui s'implique le plus dans le « devoir de mémoire », régulièrement depuis 2004 elle organise, à l'initiative du maire de l'époque Gérard Zippert, une semaine historique pour sensibiliser sa population à un aspect particulier de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale : exposition de documents dont certains inédits, cycle de conférences, travaux pédagogiques avec des élèves des environs. Tout cela n'est possible que grâce à l'implication d'un homme, l'adjoint au maire, Philippe Schuhler ; passionné d'histoire, infatigable fouineur d'archives, toujours à l'affût du document inédit, du témoignage oublié, du survivant caché, il ne ménage ni son temps, ni ses efforts pour donner à sa cité un rayonnement culturel hors pair sous l'aile protectrice de Gérard Zippert actuel vice-président de l'AMAM.

L'annexion de fait, dans chaque village d'Alsace et de Moselle, a impliqué une nazification et une mise au pas réglée, menées par les Gauleiter Wagner et Burckel. Cette main mise totale a entraîné et débouché sur l'incorporation de force, la page la plus sombre de l'histoire de notre région. Près de 190 dambachois, nés entre 1908 et 1928, ont dû porter l'uniforme honni nazi. 69 sont morts sur tous les fronts du conflit : en Italie, en Yougoslavie, dans les Pays Baltes, en Prusse orientale, en Pologne, dans la lointaine Russie et ses terribles camps d'internement du NKVD (Tambov), ...

Destin heureux ou chanceux, ou destin tragique, l'histoire en soi se répétera dans chaque ville et village d'Alsace. Philippe Schuhler, l'organisateur, fils de Malgré-Nous et depuis la dernière assemblée générale de l'AMAM, son trésorier, évoquera ainsi le sort tragique d'un jeune père de famille, incorporé en avril 1943, versé sur le front Est, capturé par les Russes, détenu à Tambov et faisant partie des 1 500 libérés en juillet 1944. Il se retrouvera quelques semaines plus tard en Algérie et s'engagera dans les FFL. Malheureusement, il trouvera la mort accidentellement en décembre 44, sans avoir revu sa jeune épouse, sa petite fille et son Alsace natale. Et cette autre destinée, heureuse, de cet incorporé de force, né en

1914, dont consigne lui fut donnée de « tirer sur tout ce qui bouge » à Cracovie, puis transféré sur les sanglants champs de bataille du Monte Cassino en Italie. Capturé par les Américains à la fin janvier 1944, il fut transféré aux Etats Unis dans divers camps de l'ouest et de l'est américains. Le prisonnier de guerre tiendra une intense relation épistolaire, bien sûr censurée, avec son épouse restée en Alsace. Il la retrouva, ainsi que sa petite fille qu'il dut quitter alors qu'elle n'avait que 15 jours, en décembre 1945.

Seront également présentés durant la manifestation le parcours de résistants et l'histoire moins connue de ces jeunes femmes enrôlées de force dans le RAD (service du travail du Reich) féminin et le KHD (service auxiliaire de guerre), ainsi que des documents, objets, photos et pièces d'archives provenant de collections privées et du fonds communal d'archives de Dambach.

Quelques-uns dans le village refusèrent l'annexion et son incorporation de force, ils fuirent leur province, prirent le maquis ou désertèrent l'armée allemande malgré la Sippenhaft. Une partie de la population dambachoise a, quant à elle, résisté de manière passive ; d'autres au contraire par intérêt, pour garder un emploi, par ignorance peut être ou par conviction, plus ou moins forte, ont fait le choix de soutenir le régime nazi et ses sbires. Les sympathisants

les plus acharnés ont été condamnés à la fin de la guerre, mais ont bénéficié quelques années plus tard d'une large amnistie. Loin de fustiger ces comportements ou ces errements, faut-il lever, au risque de recréer plus de 70 ans après, trouble et zizanie ou bien de faire porter un regard accusateur et malsain sur leurs descendants, ce couvercle tabou... ou prendre en compte la devise bien connue « Enfin... Redde m'r nimm devun » (titre d'une pièce de Germain Muller : Enfin d'en parlons plus). Vaste et délicat dilemme !

Cette manifestation fait suite à celle organisée en novembre 2012, à l'occasion du 70^e anniversaire des décrets instaurant l'incorporation de force en Alsace. Elle présentera également l'exposition itinérante consacrée à « La Résistance des Alsaciens » réalisée par l'Association pour les Études sur la Résistance Intérieure des Alsaciens (AERIA) soutenue par la Fondation de la Résistance. L'historien et chef de projet Eric le Normand tiendra conférence sur ce sujet. Geoffrey Diebold et Jean-Laurent Vonau livreront quant à eux le fruit de leurs recherches (voir programme ci-dessous). L'organisateur souhaite associer à sa démarche les établissements scolaires, la manifestation bénéficiera également du soutien de l'AMAM, Marcel Spisser en sera le Président d'honneur et la caution historique. ■

PROGRAMME :

- Conférence « La Résistance des Alsaciens » par Eric le Normand, historien : mardi 7 novembre 2017 à 19h30
- Conférence « Les engagés volontaires alsaciens dans la Wehrmacht et la Waffen SS » par Geoffrey Diebold, étudiant en histoire : jeudi 9 novembre 2017 à 19h30
- Conférence « Le camp de Vorbruck-Schirmeck » par Jean-Laurent Vonau, professeur émérite de la faculté de droit de Strasbourg : vendredi 10 novembre 2017 à 19h30

Du 7 au 12 novembre 2017, exposition ouverte tous les jours de 14h à 18h (dimanche de 10h à 12h et de 14h à 18h) au Foyer Culturel Georges Meyer 27 rue de la paix 67650 Dambach la Ville

CONTACTS

Philippe Schuhler ou commune de Dambach-la-Ville
Tél : 06 56 88 10 45 ou 03 88 92 41 05



En Russie.
Une visite au « musée de l'antifa » de Krasnogorsk

Un résistant alsacien unijambiste « ambassadeur » des Malgré-Nous

À une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Moscou, dans la ville de Krasnogorsk, se trouve un musée dédié au sort des prisonniers de guerre allemands qui, avec des émigrés allemands, le 12 juillet 1943, avaient fondé en ce lieu un groupe d'activistes antifasciste nommé « Freies Deutschland ». Dans ce musée on avait une idée erronée des « Malgré-Nous ». Jusqu'à cet été.

Je visitais le musée et j'écoutais avec intérêt les explications du guide.

À Stalingrad, après des combats acharnés et à bout de forces et d'espoir, le maréchal Paulus avait décidé, contre l'avis de Hitler, de se rendre à l'Armée rouge avec ce qui restait de sa VI^e armée. C'était le 2 février 1943. Quelques temps plus tard, Paulus, auquel Hitler avait demandé de se suicider plutôt que de se rendre, prenait la tête du comité « Freies Deutschland » — Allemagne libre. De nombreuses vitrines étaient consacrées au séjour des prisonniers privilégiés, mieux nourris et choyés, internés à Krasnogorsk, un lieu où se pensaient et se préparaient des actions visant à appeler les peuples alliés à Hitler à se détourner du nazisme, où des Allemands, des Autrichiens ou des représentants des peuples qui allaient se trouver derrière le rideau de fer dans quelques années, songeaient déjà à comment, après guerre, ils pourraient réorganiser leur pays de manière compatible avec les attentes du Kremlin.

Encourager la désertion

Ce comité avait pour objectif de faire de la propagande « pacifiste » pour les unités de la Wehrmacht. Il éditait un journal qui était distribué dans les camps de prisonniers allemands et rédigeait des tracts qui étaient lancés par avion dans les lignes tenues par la Wehrmacht. Des membres de ce comité, soigneusement sélectionnés, étaient envoyés sur le front avec

pour tâche de convaincre, par haut-parleurs, les combattants allemands à se rendre.

Dans ce musée, des photos, des documents ou des reconstitutions d'actions antifascistes (impressions de tracts sur le front, haut-parleurs, salles de cours antifa...) permettent de comprendre le fonctionnement précis et les rôles assignés à « Freies Deutschland ». On y comprend également que cette organisation, qui visait d'abord à persuader les Allemands d'abandonner le combat et de désertir, permit aussi au Kremlin de sélectionner des cadres pour diriger les futures zones d'occupation soviétiques. On y trouvait notamment de nombreux communistes allemands comme Walter Ulbricht et Wilhelm Pieck.

Krasnogorsk n'était pas seulement le camp de prisonniers N°27, c'était aussi un centre qui servit à la préparation de plusieurs des futurs dirigeants de ce qui allait devenir la RDA (République Démocratique Allemande) qui devait s'effondrer en novembre 1989 et se réunir à la République fédérale le 3 octobre 1990.

Rien ne rappelait les Malgré-Nous

En 1944, à deux reprises, des prisonniers Malgré-Nous, sélectionnés au camp de Tambov, en raison de leurs convictions antifascistes (et de leur profil psychologique), avaient été envoyés à Krasnogorsk pour y suivre une formation « antifasciste ». 73 ans après leur passage, j'étais assis

sur des bancs similaires à ceux sur lesquels ils avaient été assis. Mais dans ce musée, aucune information les concernant. Cela m'intrigua.

Le guide évoqua le calvaire des prisonniers de guerre russes en Allemagne et des actions héroïques de quelques-uns d'entre eux, comme l'évasion de ce pilote soviétique. Il était parvenu à jouer « les filles de l'air » en volant un avion. Le comble de l'histoire est que sans le savoir, l'intéressé ramena vers les lignes russes un aéronef rempli d'appareils d'enregistrement de données sensibles sur le site ultra-secret de Peenemünde, où des savants allemands étaient en train de mettre au point les fameuses fusées V1 qui, espérait Hitler, devaient permettre d'inverser le cours de la guerre.

C'était très intéressant, mais une question me brûlait la langue : Et les Malgré-Nous qui avaient été formés ici à la propagande antinazie ? Je demandai au guide : « Pourquoi n'y a-t-il rien sur les Français qui sont passés par ici ? » Le guide me regarde d'un air interrogatif, puis, baissant la voix, me dit : « Les prisonniers français constituaient un cas particulier, non ? »

Je comprends alors que mon guide ne connaissait absolument pas la question des « Malgré-Nous », ces Alsaciens, Mosellans enrôlés de force dans la Wehrmacht à partir d'octobre 1942. Pour lui, les seuls Français qui avaient combattu sous l'uniforme allemand étaient les volontaires de la LVF (Légion Des

Volontaires Français contre le bolchévisme). Contrairement à ce qui se passe dans la région de Tambov où les habitants sont aujourd'hui bien informés de cette tragédie, il ne connaissait pas plus le drame des Malgré-Nous et leur calvaire que celui des « Jongen » luxembourgeois. Pour mon guide de Krasnogorsk, les choses sont on ne peut plus simples : « Ces jeunes auraient dû refuser de porter les armes contre les alliés de leur pays. » S'ils avaient vraiment été contre l'Allemagne ils n'auraient pas accepté de porter l'uniforme allemand. Non ?

Et les fusillés de Ballersdorf ?

Comment puis-je lui expliquer la réalité de la situation des Malgré-Nous ? Comment lui parler des fusillés de Ballersdorf, ces 18 jeunes qui avaient tenté de rejoindre la Suisse et qui furent arrêtés si près de la frontière ? Trois avaient été fusillés sur place, les autres exécutés dans le camp de Schirmeck-Vorbruck, et leurs familles déportées. Je raconte à mon guide l'histoire du père de mon ami B.N. de Mouterhouse, réfractaire à l'incorporation de force. Sa femme fut déportée à Ravensbrück et son fils de deux ans envoyé dans un centre d'éducation nazi. Je vois à son visage que ce cas unique le laisse encore dubitatif.

Mais soudain, je me souviens du dossier que j'ai emporté avec moi dans ce voyage en Russie. Et là, il ne s'agit pas seulement de mots, il y a des documents. Ce sont des copies d'un dossier trouvé dans les archives de la Gestapo, plusieurs feuillets marqués du tampon nazi. J'avais emporté ce dossier avec moi pour profiter des temps morts de mon voyage en rédigeant un article. C'est un ami de Reichshoffen, Raymond Dietrich, qui m'avait confié ces pièces.

Mon guide, qui est aussi historien et francophile, examine les feuillets. En quelques pages, ces documents racontent l'histoire d'Henri Dietrich, un habitant de Reichshoffen, qui

avait caché des armes et aidé des prisonniers français évadés. Et ce, non pas après la guerre, mais en plein conflit : en 1942, c'est-à-dire bien avant le tournant de Stalingrad. Henri Dietrich n'était clairement pas un opportuniste qui aurait tourné sa veste lorsque le Reich était en pleine déconfiture. C'était un vrai résistant de la première heure, un résistant héroïque.

Contre la confusion

Cette fois, mon guide m'écoute attentivement. D'autant plus attentivement que Henri Dietrich était unijambiste. Oui, un invalide. Il aurait très bien pu passer la guerre tranquillement et s'occuper de son atelier de fabrication de meubles. Personne n'aurait pu reprocher à un handicapé de s'être tenu à l'écart de la guerre. Mais non, Henri Dietrich faisait partie d'un groupe de résistants. Il cachait leurs armes et abritait des évadés, et tant pis s'il mettait sa famille et son entreprise en danger.

Soudain, mon guide veut en savoir plus. Je lui explique alors la confusion qui régnait dans les esprits nazis par rapport aux Alsaciens-Mosellans et aux Luxembourgeois. Les nazis n'avaient pas compris que ni les Luxembourgeois ni les Alsaciens et Mosellans n'étaient des Germains avides de revanche sur la défaite allemande de 1918 et le « Diktat » du Traité de Versailles. Je lui explique que les Alsaciens-Lorrains, qui comme le reste des Européens avaient été assommés par les quatre années de sacrifice de 1914 à 1918, s'étaient sincèrement et profondément réjouis d'un retour à la France, en 1918, prometteur de paix pour eux et leurs descendants.

Non, les Alsaciens, Mosellans et Luxembourgeois ne souhaitaient pas une nouvelle guerre pour prendre, « grâce aux nazis » une quelconque revanche pour les sacrifices consentis par l'Allemagne de 1914-18 ! Ils ne se sentaient pas partie prenante du « Volk » allemand embrigadé

par les nazis ; ils n'avaient aucune envie de participer à l'édification d'un « empire » nazi sous la conduite d'un Führer fanatique qui se rêvait en Napoléon. Les Alsaciens et Lorrains, qui avaient été depuis plus de deux siècles fortement engagés dans l'histoire française, qui avaient fait la Révolution, vécu l'Empire napoléonien et la Restauration, puis le Second empire et la République ne voulaient en aucun cas être intégrés dans le III^e Reich.

Quant aux Luxembourgeois, leur cas était tout aussi clair : « Nous voulons rester ce que nous sommes » est la devise de ce petit pays. Il signifie de façon explicite qu'il n'était pas question pour les Luxembourgeois d'être avalés par leur puissant voisin de l'est. Mon guide commence à comprendre un peu mieux la situation des Malgré-Nous.

Merci à Henri Dietrich

L'exemple de Henri Dietrich montre que non seulement les Alsaciens-Mosellans ne voulaient pas de cette guerre mais qu'en outre ils en voulaient à leurs voisins allemands d'avoir entraîné l'Europe dans un conflit meurtrier. Qu'un unijambiste mette en danger sa vie et sa famille pour servir la France interpelle mon guide. Il comprend alors qu'il y a sans doute eu effectivement parmi les Malgré-Nous présents sur le front russe de véritables antifascistes et non des opportunistes qui se seraient déclarés comme tels après leur capture.

Je vois que, chez mon guide, commence à se substituer à l'image initiale des combattants de la Légion des Volontaires Français contre le bolchévisme, celle de ce père de famille handicapé de Reichshoffen. J'explique alors à mon guide que les dossiers personnels des prisonniers de guerre alsaciens-mosellans



comportent de manière récurrente des preuves que bien des Malgré-Nous avaient rejoint le front de l'Est avec l'intention de se rendre « à ceux- d'en face ». Ces documents, qu'ils cachaient sur eux à grand risque sont des pièces montrant bien leur sentiments français et leur origine : certificats de scolarité, de baptême, cartes d'identité, livret militaire français ou autres. Parfois, les Russes remettaient à ces déserteurs des « certificats de désertion » pour prouver la véracité de leur histoire. Tout cela montre à mon guide que le cas de Henri Dietrich de Reichshoffen n'était pas isolé en Alsace.

J'ai à ce moment l'impression que celui-ci commence même à voir un peu en Henri Dietrich, comme un « ambassadeur » de l'Alsace-Moselle. Il comprend désormais pourquoi les Alsaciens-Mosellans, pas plus que les Luxembourgeois, n'avaient pas, dans leur grande majorité, ne serait-ce qu'un peu de raison pour partager les sentiments qui poussèrent tant d'Allemands dans les bras du national-socialisme.

La question des Malgré-Nous paraît d'ailleurs soudainement si intéressante à celui-ci qu'il lui vient même à l'idée qu'il serait intéressant de consacrer une vitrine expliquant pourquoi, dans leur grande majorité, les Alsaciens-Mosellans et les Luxembourgeois ayant de bonnes raisons de ne pas se sentir à l'aise dans le Reich, comptèrent naturellement de nombreux « antifas » dans les camps de prisonniers de guerre et sur le front.

Je raconte alors à mon guide la suite de l'histoire de Henri Dietrich. Arrêté par la Gestapo, il avait réussi à s'évader de la prison de Freiburg

en novembre 1944. Mais comment a-t-il fait avec son handicap ? me demande le guide.

Avec un sourire, je lui explique comment cet unijambiste s'est joué des difficultés et a réussi à rejoindre Reichshoffen au nez et à la barbe de la Gestapo. Je sais que mon guide, représentant d'un peuple qui sait tant apprécier les astuces, le système D et le courage individuel, sera conquis.

La rocambolesque évasion de l'unijambiste

Henri Dietrich a profité du bombardement de Freiburg, qui avait touché la prison, pour sortir... Près de là,



il avait « organisé » un vélo. Mais comment a-t-il fait pour s'évader à bicyclette ? Avec une seule jambe ? Tout simplement... « Sa jambe valide pédalait normalement et de l'autre côté, il appuyait sur la pédale avec un bâton. Il pédalait en quelque sorte avec la main ! Il tenait le guidon de son autre main. » Henri Dietrich était animé par la soif de vivre et par le plaisir de savoir qu'il défiait les certitudes et la logique de ce Reich allemand orgueilleux. Il voulait aussi continuer de combattre dès son retour à Reichshoffen, ville libérée quelques jours auparavant. « Je me suis évadé grâce à un morceau de bois... », disait-il, un simple morceau de bois. Logique, finale-

ment, pour un menuisier-ébéniste. Alors que la Gestapo de Freiburg le cherchait sans doute dans la ville, ne pouvant imaginer qu'un unijambiste se fasse la belle à vélo ! Et pendant ce temps, Henri pédalait gaillardement vers la liberté.

Pour services rendus à la Nation française, Henri Dietrich obtint en 1945 le grade de sergent-chef des FFI (Forces françaises de l'intérieur). Mais en ce jour de juillet 2017 à Krasnogorsk, il obtint la fonction tout aussi prestigieuse d'ambassadeur des Malgré-Nous, représentant de cet esprit de résistance qui anima tant d'Alsaciens-Mosellans durant la Seconde Guerre mondiale et qui conduisit les uns devant des tribunaux militaires nazis, les autres à Tambov, Krasnogorsk ou à pédaler librement entre Freiburg et Reichshoffen fin novembre 1944.

Si nous avons plus de place dans ce musée, m'expliqua mon guide, et si ce site n'était pas menacé de fermeture peut-être le cas de l'unijambiste de Reichshoffen pourrait-il servir d'exemple concret de la résistance des Alsaciens-Mosellans à l'idéologie nazie et documenter la tragédie des Malgré-Nous jusque dans le musée de Krasnogorsk. ■

Régis Baty
Auteur de Tambov Camp soviétique
1942-1946. 20€+ 3€ pour le port

(contact : batydeutschfrz@gmail.com)

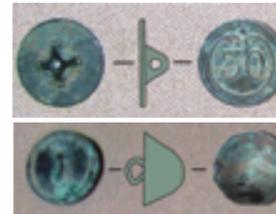
Les énigmes de Sonia



C'est une première : une jeune lectrice russe qui écrit au Courrier du Mémorial ! Sonia Khomtschenko est une jeune fille de 13 ans qui vit à Borodino. Passionnée d'histoire et d'archéologie, elle suit le chantier de fouilles près de sa ville où Napoléon livra la bataille de la Moscova. D'où sa rencontre avec notre ami Régis Baty qui lui aussi, chaque été, hante ces lieux et exerce ses talents d'archéologue. Celui-ci lui remet un exemplaire du Courrier du Mémorial n°29 et lui traduit l'article concernant les fouilles à Borodino (pages 16 à 19).

Peu après elle écrit au Courrier et nous lance un défi : quelques énigmes archéologiques fruits de son imagination créative (traduction Régis Baty). Essayez de trouver les réponses... sans retourner la page.

1/ QUAND LES BOUTONS PARLENT



Sachant qu'en 1812 seuls les boutons français portaient mention du régiment d'appartenance, comment doit-on interpréter la présence de boutons des deux types (français et russe) dans des zones d'inhumation collective ?

(Cela signifie qu'après les combats Russes et les soldats de la Grande Armée ont été enterrés ensemble).

On a retrouvé quelques rarissimes boutons correspondant à des régiments français qui n'étaient pas en Russie à ce moment. Comment cela se fait-il ? Que peut supposer l'archéologue ?

(Il peut supposer que ces boutons appartenaient à des soldats qui avaient autrefois servis dans d'autres régiments et qui les avaient conservés comme souvenir).

2/ QUAND LES BALLES PARLENT



Sachant qu'en 1812 les balles françaises étaient plus petites (15,5 mm) que les balles russes de l'époque (16-17,5 mm), comment doit-on interpréter la présence de nombreuses balles de 15,5 mm, dans un endroit où reposent des ossements et des boutons plats sans signe distinctif ?

(On peut en conclure qu'à cet endroit une pluie de balles françaises s'est abattue sur des soldats russes).

Que penser d'un endroit où l'on trouve seulement quelques balles des deux calibres, mais de nombreux corps ?

(On peut en conclure qu'à cet endroit des troupes se sont certainement affrontées au corps à corps).

Que penser d'un endroit où on trouve une ligne de petites balles avec un bord écrasé ?

(On peut en conclure qu'à cet endroit il y avait un mur contre lequel se sont écrasées des munitions françaises, avant de retomber au pied de celui-ci).

3/ QUAND LES PIÈCES DE MONNAIE PARLENT



Un Louis d'or de 1767, retrouvé sur le champ de bataille, ne peut pas avoir appartenu à un soldat de la Grande-Armée parce qu'il ne date pas de la période napoléonienne, mais de la période des Rois de France !

Peut-on envisager que la pièce ci-dessus ait été perdue par quelqu'un en 1808 par exemple ?

(Non, car elle a été frappée en 1809, comme le montre l'inscription. Par contre, elle aurait pu être trouvée sur le champ de bataille de Borodino en 1812).

4/ QUAND LA TERRE PARLE



Si un paysan trouve cette pièce, que ne doit-il pas faire et pourquoi ?

Que peut-on lui recommander de faire et pourquoi ?

(Il ne doit pas polluer cette zone archéologique en procédant lui-même à des fouilles dans l'espoir d'y trouver un trésor. Par contre il doit prévenir les autorités qui le mettront en rapport avec un vrai archéologue).

La vue de ce terrain fait-elle penser à l'ancien emplacement d'un bâtiment agricole ? Pourquoi ? (Pensez à Vauban !)

(Il ne s'agit pas d'un emplacement agricole mais plutôt d'une fortification).



Les morceaux choisis de Denise Lallemand-Soltana

TAMBOV



L'auteur a écrit ces poèmes en hommage à son père, en captivité au cœur de Tambov (1944-1945) et à tous ses compagnons d'infortune.

Camp de Tambow, camp de la mort
Du désespoir et pire encore
Des maladies et de la faim
Pour Mosellans et Alsaciens
Dans ce goulag pour Franzouskis
Perdu dans l'immense Russie
Notre uniforme est vert-de-gris
Que faisons-nous, amis, ici ?

Vers une soupe, un peu de pain
Affamés nous tendons la main
Et dans la forêt de Rada
Corvée de tourbe aussi de bois
Dans le grand froid et dans la neige
Des loques seules nous protègent
Et décharnés nous nous traînons
Le ventre creux pour compagnon

Aux tyrans à la croix gammée
L'Ivan n'a rien à envier
Dysenterie et engelures
Vermine, gale nous torturent.

Mon Dieu pourquoi tant de souffrances ?
Reverrons-nous un jour la France ?

Nous sommes tous des Malgré-Nous
Prisonniers si loin de chez-nous

Au pied du bat-flanc la mort veille
Et nous hèle lorsqu'on sommeille
Ils l'ont suivie, Paul et Martin
À bout de forces un froid matin
Et avec eux tout un cortège
De malheureux tous pris au piège
De leur destin et de leur sort
Etre Alsacien, est-ce un tort ?

Nous portons, tous, les trois couleurs
Celles de France et de l'honneur
Si ce n'est pas au bout du mât
C'est dans le cœur, qui, pour elles bat

Soldats perdus, abandonnés
Qui donc osera nous juger ?
Oubliés du camp de la mort
De l'injustice et pire encore.

Denise Lallemand-Soltana

Directeur de la publication : Marcel Spisser.

Coordination : Monique Klipfel, Philippe Schuhler
et Gérard Zippert.

Rédaction : Régis Baty, Jean Bézard, Philippe Deni,
Alain Ferry, Daniel Froville, Jean-Jacques Gillot, Barbara
Hesse, Sonia Khomtschenko, Denise Lallemand-Soltana,
Sébastien Schmit, Philippe Schuhler, Richard Seiler,
Sébastien Soster, Marcel Spisser.

Réalisation : CANDID

Impression : Gyss / Photos : D.R. / Dépôt légal :
octobre 2017

© Tous droits de reproduction réservés.

AMAM
Président MARCEL SPISSER
Trésorier PHILIPPE SCHUHLER

L'AMAM est soutenue par :



Les blasons des communes qui soutiennent l'AMAM figurent
dans le numéro du mois de mars 2016.

Appel à adhésion

L'Association des Amis du Mémorial de l'Alsace Moselle (AMAM) a besoin du plus grand nombre, élus, anciens combattants ou témoins, artistes, universitaires, enseignants, acteurs économiques, simples citoyens, pour donner au Mémorial son assise populaire, pour le promouvoir et en faire un lieu de Mémoire régionale, d'histoire générale, de sens et de pédagogie.

Adhères à l'AMAM en photocopiant (si possible) le bulletin ci-dessous et en l'envoyant à :
Marcel Spisser / 46 rue de Ribeaupvillé / 67100 Strasbourg / spissercatherine@aol.com

NOM PRÉNOM

ASSOCIATION ou COMMUNE

ADRESSE

CP VILLE

TÉL. EMAIL

Adhère à l'AMAM et vous envoie la cotisation de €

à le signature

Cotisations : 25€ pour les personnes physiques
20€ pour les établissements scolaires
30€ pour les associations de moins de 200 membres et les communes de moins de 600 habitants
60€ pour les associations de plus de 200 membres et les communes de 601 à 1000 habitants
100€ pour les communes et les communautés de communes de 1 001 à 5 000 habitants
200€ pour les communes et les communautés de communes de 5 001 à 10 000 habitants
300€ pour les communes et les communautés de communes de plus de 10 000 habitants